

SNCF : les suppressions de postes, ça peut supprimer des vies

P. 3, 8 et 9

LUTTE OUVRIÈRE

Afrique du Sud :
l'inquiétude
des
capitalistes

P. 16

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 901 - 7 septembre 1985 - prix : 6 F

La CGT appelle à lutter...

**mais faut-il
"défendre l'industrie française"
ou lutter pour imposer
les revendications des travailleurs ?**

En France

• Dans les entreprises

Pages 8, 9 et 11 :

Après la catastrophe d'Argenton-sur-Creuse

• La sécurité en question.

- Ça peut supprimer des vies.
- Les circonstances de l'accident.
- Les accidents et la conduite de la SNCF.
- Les choix qui président à la sécurité.
- Horaires de travail dangereux.
- Paris Sud-Ouest : les réactions chez les cheminots.

Page 10 :

- Wonder ; PTT tri Austerlitz ; Pompey : les sidérurgistes en lutte contre les licenciements.

Page 12 :

- Thomson : Fabius veut son usine à Rouen, Thomson veut y envoyer des salariés de Bagneux ; mutations à la Thomson-Colombes : pas de répit pour les travailleurs.
- Alstom - Le Bourget : la politique sociale façon P-DG.

Dans le monde

Page 6 :

- Pologne : cinq ans après les grèves de Gdansk.
- USA : si tu ne veux pas payer d'impôts ; la vie d'Union Carbide continue ; Cyclone Elèna : selon que vous serez puissants ou misérables.

Page 7 :

- Grande-Bretagne :
 - Congrès du TUC : une seule perspective, l'austérité travailliste en 1988 !
 - Les cheminots votent contre un mouvement national : résignation ou... désaveu ?

Page 16 :

- Afrique du Sud :
 - Le grand patronat inquiet pour ses profits.
 - Fin de la grève des mineurs : un répit pour le patronat.

Culture

Page 13 :

- Télévision : Aux *Dossiers de l'écran* : un massacre de sang-froid ; Sélection télévision.
- Théâtre : *Du rififi dans les labours*.

Page 14 :

- Livres : *Les oncles de Sicile* de Leonardo Sciascia ; *La Sicilienne* de Giuseppe Fava ; Mots croisés.

Page 15 :

- Livre : *La piscine* de Roger Faligot et Pascal Krop.
- Films : *No man's land* d'Alain Tanner ; *Carné, l'homme à la caméra* de Christian-Jaque.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIERE hebdomadaire édité par la société Editions EA, BP 233, 75865 Paris Cedex 18. SARL au capital de 20 000 F. Durée : 50 ans. Gérant : Michel RODINSON. Directeur de la publication : Michel RODINSON. Commission paritaire : n° 64995. Composition : Presse Photo Compo, 25-27 rue de la Folie-Méricourt, Paris 11°. Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val-d'Oise). Tirage : 15 000 exemplaires.

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF

Marseille

Explosion de colère contre la police

Lundi 2 septembre, en fin d'après-midi, de violents affrontements ont opposé des habitants d'une cité de la banlieue nord de Marseille, habitée essentiellement par des immigrés, « La Paternelle », à des policiers.

Ceux-ci venaient d'abattre, sous les yeux d'habitants de cette cité, un jeune malfaiteur, Jean-Pierre Ganci, qu'ils poursuivaient et qui s'y était réfugié.

D'après les témoins de la scène, c'est après qu'il a jeté son arme et s'est rendu que les policiers l'abatti-

rent, froidement.

En tout cas, dans la cité, la colère explosa : les CRS, appelés en renfort, furent reçus à coups de pierres ; des barricades furent érigées. Et malgré les charges policières et les gaz lacrymogènes, les affrontements se prolongèrent jusque vers 22 heures.

Dans une déclaration publiée le lendemain, 3 septembre, le préfet de région tenait à préciser que « l'opération policière n'était pas dirigée contre La

Paternelle puisque les faits initiaux se sont produits en dehors de cette cité ».

Peut-être, n'empêche que les habitants, indignés par la scène à laquelle ils avaient assisté, révoltés par le fait que les policiers transforment les rues de la cité en champ de tir, risquant d'atteindre les enfants qui y jouaient, ne l'ont pas pris comme ça. Et il faut croire que, comme les immigrés des autres cités de Marseille, ils ont bien des raisons pour cela.

Recherche profonde

Une expédition franco-américaine utilisant des moyens techniques ultra-perfectionnés vient de localiser l'épave du *Titanic*, ce paquebot de luxe qui sombra le 14 avril 1912, lors de son voyage inaugural, après avoir heurté un iceberg. Le naufrage coûta la vie à 1 500 des 2 200 passagers et membres d'équipage.

Cela fait bien longtemps que beaucoup de gens de par le monde voudraient remettre la main sur le *Titanic*. Il faut dire que les coffres de ce bateau pour milliardaires renferment des diamants et des bijoux estimés alors à plus de cinq millions de dollars. On ne sait pas encore s'il sera possible de récupérer ce trésor, car il gît par 4 000 mètres de profondeur. Mais on ne sait jamais : c'est pourquoi l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer et l'Institut océanographique américain de Woods Hole (Massachusetts), qui ont coopéré pour retrouver l'épave, ont avant toute chose signé un contrat sur le partage du butin.

Il n'y a plus qu'à aller le chercher.

Le manque de profs en procès

Le tribunal administratif vient de condamner le ministère de l'Education nationale à verser le franc symbolique de dommages et intérêts à une élève de Sarreguemines.

Celle-ci en effet n'avait pas eu de prof de sciences naturelles durant toute son année de seconde. La circulaire en rendant l'enseignement obligatoire a bien été pondue en 1981, mais sans que soient forcément nommés les enseignants correspondants.

Mais ce n'est pas fini : le ministère envisage de faire appel. Pourtant, un franc la condamnation, ça reste moins cher que d'embaucher les enseignants nécessaires.

Moyenâgeux

Antonis Plytzanopoulos, le capitaine du cargo grec qui avait jeté onze passagers clandestins dans une mer infestée de requins, passe en jugement à Athènes.

Le 14 mai 1984, onze Noirs kenyans de 16 à 22 ans ayant été découverts dans les soutes, il les fit enfumer pour les faire sortir, puis les fit conduire deux par deux sur le pont. Là, après les avoir menacés d'un fusil et frappés, il les jetait à la mer, à quatorze kilomètres de

la côte de la Somalie. Ce sont quatre marins du cargo, le *Garyfalia*, qui ont révélé l'affaire.

Pour leur défense, le capitaine et son second déclarent qu'ils ont agi en état de légitime défense, car ils se sont sentis menacés ; que les onze hommes n'avaient qu'à rejoindre la côte à la nage ; enfin que les requins ne s'attaquent pas aux Noirs !

Ça s'est passé au vingtième siècle, dans la marine d'un pays « civilisé »...

Conflickations au tribunal

Après une enquête qui aura duré plusieurs années, le procès pour corruption de deux anciens ministres ouest-allemands devrait s'ouvrir le 29 août en RFA. Pour la première fois deux anciens ministres siégeaient dans le box des accusés pour avoir touché d'énormes pots-de-vin de la main du chargé d'affaire de la société Flick. Cette firme a arrosé pendant plusieurs années de nombreux dirigeants politiques et l'actuel Chancelier, Helmut Kohl lui-même, a reconnu avoir perçu de l'argent pour son parti, la CDU.

L'empire industriel Flick

échangeait ses pots-de-vin contre des avantages fiscaux que les politiciens s'empresaient d'accorder.

A la suite du scandale, le comte Otto Lambsdorff, ministre de l'Economie de 1977 à juin 1984, a dû démissionner. Il se trouvait au tribunal jeudi 29.

A peine le procès ouvert, les avocats du comte ont contesté la compétence du tribunal, non qualifié selon eux pour juger des délits économiques. Il n'en a pas fallu plus pour que le procès soit aussitôt ajourné pour une semaine.

Mais n'allez pas croire pour autant que les juges sont achetés ; ils font ça pour rien.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Editorial

La CGT appelle à lutter... mais faut-il « défendre l'industrie française » ou lutter pour imposer les revendications des travailleurs ?

LE secrétaire général de la CGT, Henri Krasucki, a tenu jeudi 5 septembre à Paris le traditionnel meeting de rentrée de son organisation syndicale. « C'est l'action qui est à l'ordre du jour », a-t-il répété, appelant les militants CGT à « mettre en mouvement dans le plus grand nombre d'entreprises et de localités à travers le pays la force de résistance et de revendication nécessaire ».

Oui, en effet, il faut agir. La coupe est pleine et depuis longtemps. Après les licenciements, la baisse du pouvoir d'achat, les remises en cause des droits et garanties obtenues dans le passé par les travailleurs, le patronat ne sait rien faire d'autre que préparer de nouveaux licenciements, de nouvelles baisses du pouvoir d'achat, de nouvelles remises en cause. Il est arrogant, sûr de lui, sûr de trouver l'oreille d'un gouvernement qui, depuis qu'il existe, s'est toujours incliné devant ses volontés. Il est persuadé que toute la situation, marquée par le chômage, le découragement, lui est favorable et lui donne l'avantage.

C'est bien pourquoi il faut agir, car il n'y a pas d'autre moyen d'arrêter cette offensive incessante. Depuis quatre ans, la venue au pouvoir d'un gouvernement appuyé par les partis de gauche, mais qui a mené la même politique que la droite, a contribué à désorienter, à démoraliser bien des travailleurs, bien des militants des syndicats et des partis de gauche, qui croyaient que les choses pouvaient changer par la seule magie des bulletins de vote. Le patronat, lui, ne l'a pas cru un seul instant. Il a profité sans vergogne de la situation, et il compte en profiter aussi longtemps qu'il ne se heurtera pas à une réaction d'envergure ; aussi longtemps qu'il ne se rendra pas compte qu'il a face à lui des travailleurs décidés à ne plus se laisser faire.

Oui, le vrai problème, le seul problème, c'est la résistance que la classe ouvrière saura opposer aux attaques patronales et gouvernementales. Tant mieux si Krasucki le reconnaît aujourd'hui, même s'il a préféré le taire pendant trois ans, au temps où ses amis du Parti Communiste

apportaient leur appui au gouvernement. Car, comme il le dit lui-même maintenant, « il n'y a pas de fatalité ni de rouleau compresseur qu'on ne puisse arrêter. Il n'y a que des rapports de force. (...) Et un rapport de force, cela se crée ».

La seule façon de créer ce rapport de force, c'est que les travailleurs entrent en lutte. Il n'y a pas d'autre façon de faire reculer patrons et gouvernants. Ce n'est pas une question d'arguments ; ce n'est pas une question de logique économique, comme voudraient le faire croire ceux qui nous disent, depuis des années, qu'il faut accepter les licenciements, le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, parce que la « modernisation » de l'économie, et finalement l'amélioration de la situation, seraient à ce prix.

S'il y a une politique qui a fait faillite, c'est bien celle-là, car il y a maintenant plus de dix ans qu'au nom de la crise, tous les gouvernements essaient d'imposer chaque jour un peu plus « l'austérité » aux travailleurs, sans que la crise ait le moins du monde reculé.

Le leader de la CGT a raison de dire qu'il n'y a que la lutte des travailleurs qui pourra renverser l'évolution actuelle des choses, même s'il aurait mieux fait de le dire plus tôt, dès le premier plan d'austérité du gouvernement Mauroy en 1982. Mais là où ses paroles ne peuvent qu'inquiéter les travailleurs, c'est quand il prétend que l'objet de la lutte nécessaire, c'est « la défense de l'industrie française ». La tâche des organisations syndicales, ce devrait être avant tout la défense des intérêts des travailleurs. En cette période de crise, ce devrait être non pas de proposer aux capitalistes une autre manière de gérer leur système failli, mais de leur imposer, tant qu'ils restent les propriétaires des moyens de production, de faire les frais de la crise.

La lutte que propose la CGT, oui, elle est nécessaire. Mais d'abord et avant tout pour la satisfaction des légitimes revendications des travailleurs. Et les travailleurs ne devront pas les oublier s'ils entrent en lutte.

Arlette LAGUILLER

ARGENTON-SUR-CREUSE :

Les suppressions de postes, ça peut supprimer des vies

43 morts, près de 40 blessés : la catastrophe ferroviaire d'Argenton-sur-Creuse, quelques semaines après celle de Flaujac et ses 35 morts, aura bouleversé tout le monde, y compris les journalistes et certainement pas mal de bourgeois eux-mêmes. Car, à la différence des accidents qui se produisent dans les mines, les usines ou les chantiers, il arrive aussi aux riches et aux journalistes de voyager par le train. Et les accidents ne font pas la différence entre les voitures de première classe et les autres. On a beau nous répéter que le train reste un mode de transport plus sûr que la route, ça devient moins évident !

D'autant que, cette fois-ci, il ne s'agissait pas d'une petite ligne à voie unique, où donc les risques de collision sont plus grands, mais d'une grande ligne très fréquentée.

Alors, ce que les syndicats de cheminots contestent depuis des années, la conduite avec un agent seul, se trouve mis maintenant publiquement sur la sellette. Ce système, pour

faire des économies de personnel, aboutit à faire reposer sur un seul homme, pendant de longues heures d'affilée, toute la responsabilité de la sécurité de centaines de vies humaines.

Bien sûr que de pareilles conditions de tension nerveuse font courir des risques énormes ! On a pu le constater tragiquement, il a suffi d'un bref moment « d'absence » du conducteur du Paris — Port-Bou pour entraîner le déraillement qui a été à l'origine du drame, sans qu'il puisse rien faire pour l'empêcher. L'employé de la gare d'Assier, dans le Lot, était tout seul lui aussi, et impuissant, une fois l'erreur commise.

Les dirigeants de la SNCF cherchent à se retrancher derrière la faute humaine pour se laver les mains de toute responsabilité. Mais c'est leur politique de rentabilité qui est en cause, leur politique d'économies de personnel qui oblige les cheminots dans les gares et les trains à être constamment sous pression, contraints de veiller à plusieurs choses en même

temps, avec tous les risques de défaillance que cela comporte évidemment.

Le conducteur du Paris-Port-Bou avait, par exemple, à observer une dizaine de panneaux différents en moins de 2,5 kilomètres, dont certains étaient d'ailleurs contradictoires, et tout cela en pleine nuit.

C'est bien dans ces cas-là que la présence de deux employés au lieu d'un seul aurait son utilité.

Puisqu'on ne peut, paraît-il, pas doter tous les trains des systèmes ultra-perfectionnés comme ceux des TGV, ce serait la moindre des choses d'y revenir et de revoir l'ensemble des dispositifs de sécurité de la circulation ferroviaire. L'électronique n'a pas réponse à tout !

Les trains de marchandises, eux, comprennent deux agents de conduite. Tandis que dans les trains de voyageurs, le deuxième agent est, lui, chargé du contrôle des billets...

Invoker la fatalité et les erreurs humaines, c'est

commode, surtout pour les dirigeants de la SNCF. On a même vu le ministre des Transports accabler le conducteur du train. Il ne manque pas de culot : c'est son gouvernement qui impose à la SNCF restrictions budgétaires et compressions de personnel. Et s'il n'a fait en cela que continuer la politique de tous les gouvernements qui se sont succédé avant 1981, cela ne change rien à l'affaire. La première préoccupation d'un service public devrait normalement consister à limiter les risques le plus possible. Alors qu'en laissant à la charge d'un seul individu le soin de mener un train à bon port, la SNCF joue avec.

Supprimer des postes et des effectifs, cela peut aboutir aussi à supprimer des vies par centaines. C'est le résultat d'une politique criminelle.

Editorial des
bulletins d'entreprise
du lundi 2 septembre

Voir nos articles en pages 8 et 9

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

Dijon

14 et 15 septembre
Parc des Cèdres
Quétigny

Lyon

14 septembre à partir de
16 h et 15 septembre
à partir de 14 h
Terrain du Merlo
à Oullins

Lille

5 et 6 octobre
Palais Rameau à Lille

PROCHAINE RÉUNION DU CERCLE LÉON TROTSKY :

Vendredi
27 septembre
20 h 30
Palais
de la Mutualité
24, rue Saint-Victor
Paris 5^e

2 septembre 1945

Quand Hô Chi Minh proclamait l'indépendance du Vietnam tout en écrasant les ouvriers de Saïgon

Il y a quarante ans, le 2 septembre 1945, Hô Chi Minh proclamait l'indépendance et la naissance de la République démocratique du Vietnam. Le parti d'Hô Chi Minh, le Vietminh, la Ligue pour l'Indépendance du Vietnam, sut en effet s'imposer dans le vide politique créé par le départ des troupes d'occupation japonaises, alors que l'impérialisme français n'était pas encore en état de reprendre pied dans sa colonie. Ce fut le début des trente années de combat que le peuple vietnamien dut mener contre les troupes de l'impérialisme français, puis américain, pour qu'elles quittent le pays.

Hô Chi Minh était le dirigeant du Parti Communiste Vietnamien, né en 1930, et était lié au mouvement communiste international. Mais l'étiquette ne donne pas le contenu. Le parti d'Hô Chi Minh, né à l'époque où le stalinisme régnait en maître dans l'Internationale Communiste n'avait jamais eu le moindre lien avec le prolétariat. Il n'organisait que des petits-bourgeois des villes (étudiants, instituteurs, fonctionnaires) ou des champs. Et encore, dans les campagnes, prenait-il soin de ménager les propriétaires terriens les plus hostiles aux couches pauvres de la paysannerie. En fait, le parti d'Hô Chi Minh était un parti nationaliste et n'était que cela. Il eut l'occasion de montrer clairement, au moment même où Hô Chi Minh proclamait l'indépendance du Vietnam, son hostilité de classe au prolétariat, comme à ceux qui étaient susceptibles de parler en son nom.

La mobilisation des couches populaires...

Le 8 mars 1945, les occupants japonais, qui entendaient mettre des bâtons dans les roues à la nouvelle administration gaulliste qui se mettait en place en France, avaient éliminé ce qui restait de l'administration vichyste au Vietnam, proclamé l'indépendance et mis en place un gouvernement composé de nationalistes pro-japonais et anticommunistes avec à sa tête l'empereur Bao Daï.

Le 10 août 1945, le Japon capitulait. Le jour-même de la capitulation un « Comité national de la Libération du Vietnam », créé par le Vietminh lançait un appel à l'insurrection. Dans les jours qui suivirent, l'ensemble des couches populaires vietnamiennes commença à se mobiliser. Les ouvriers de Saïgon prirent le contrôle des usines, les paysans des environs s'emparèrent des terres, des milices armées se formèrent.

Une course de vitesse entre la classe ouvrière et les nationalistes s'engageait. Dès la nuit du 19 au 20 août, le Vietminh se rendit maître de Hanoï. Il contrôla rapidement le nord et le centre du pays. Restait le sud, et notamment Saïgon et sa région, la Cochinchine.

Le 21 août, le Front National Unifié, regroupant plusieurs organisations nationalistes, organisait une manifestation pour célébrer l'indépendance. Les militants trotskystes de la Ligue Communiste Internationaliste, influents à Saïgon, s'y rendirent avec pour mot d'ordre : « La terre aux paysans, nationalisation des usines sous contrôle ouvrier ». Ils rassemblèrent derrière leurs banderoles 30 000 manifestants.

... se heurte à l'opposition du Vietminh...

Le Vietminh réagit brutalement. Le 25 août, à cinq heures du matin, ses troupes s'emparèrent des points stratégiques notamment la mairie et les postes de police. Ce qui fut qualifié plus tard de « révolution » n'était qu'un coup d'Etat sans la participation des masses populaires. Le Vietminh se méfiait des masses qu'il ne contrôlait pas.

Ce coup de main entraîna l'abdication de Bao Daï. Mais le mouvement en Cochinchine n'était pas encore brisé. Des comités populaires se généralisèrent même dans tout le Vietnam durant la première quinzaine de septembre, surtout en Cochinchine où l'on comptait 150 comités, dont 100 dans la région Saïgon-Cholon. Bientôt, ils se proclamèrent seul pouvoir révolutionnaire et décidèrent de se fédérer à l'échelle du pays. Un comité central des comités populaires fut mis en place.

Mais parallèlement, le 29 août, les nationalistes constituèrent un nouveau gouvernement. Le Vietminh y était majoritaire mais on y retrouvait... Bao Daï comme « conseiller suprême ». Quatre jours plus tard Hô Chi Minh proclamait l'indépendance. Ce fut le signal de la reprise en main.

... qui l'écrase !

Le 7 septembre, le Vietminh ordonnait que toutes les armes soient remises à la garde républicaine. La LCI appelait au contraire la population à s'armer pour résister à l'invasion des troupes franco-britanniques, troupes que le Vietminh accueillait pacifiquement le 10 septembre.

Le ministre de l'Intérieur du gouvernement d'Hô Chi Minh,

N'Guyen Van Tao, avait menacé : « Ceux qui invitent le peuple à s'armer doivent être considérés comme des saboteurs et des provocateurs, des ennemis de l'indépendance nationale ». Le 14 septembre, il joignait les actes à la parole. Pressentant un soulèvement anticolonial et prolétarien, le Vietminh prit l'initiative. Il fit cerner le local où était réuni le comité central des comités populaires et fit arrêter ses dirigeants. Les dirigeants trotskystes de la LCI et ceux d'un autre groupe trotskyste, « La lutte », dont le dirigeant le plus connu était Ta Thu Thau, furent liquidés physiquement dans les mois qui suivirent.

Le succès d'Hô Chi Minh fut de courte durée. Dix jours après, le Vietminh était chassé de Saïgon par les troupes franco-britanniques. Pendant plusieurs mois, l'impérialisme français fit mine de proposer à Hô Chi Minh une sorte d'indépendance-association dans le cadre de l'empire colonial français, rebaptisé « Union française ». Hô Chi Minh fit toutes sortes de concessions, proposa d'indemniser les possédants français, supplia l'impérialisme de lui donner des gages. « Armez-moi contre les extrémistes » implorait-il. Mais rien n'y fit. Dès que l'impérialisme français se sentit assez fort, il engagea le fer, ne laissant plus à Hô Chi Minh d'autre

voie que de reprendre le maquis. Ce fut chose faite à la fin 1946.

La guerre devait encore durer trente ans. L'attitude de l'impérialisme français, puis américain, contraignit Hô Chi Minh et le Vietminh à mener une lutte de plus en plus radicale contre les troupes d'occupation. Mais dès ce mois de septembre 1945, il avait montré quel type de pouvoir politique il entendait mettre en place : un Etat national conforme aux intérêts de la bourgeoisie nationale vietnamienne, et donc capable de briser toute mobilisation autonome de la classe ouvrière et des couches populaires.

André SIMON



Ta Thu Thau.

Guadeloupe

Une basse vengeance de la police... mise en échec

Les manifestations de la fin du mois de juillet dernier à la Guadeloupe pour la libération de Georges Faisans ne sont pas restées sans suites. Ça et là, la police a cherché à se venger. Non sans tomber sur quelques obstacles, comme le relate l'hebdomadaire trotskyste antillais *Combat Ouvrier* dans son numéro du 31 août, dont nous extrayons les passages suivants :

« Jeudi soir 22 août, les juges décidaient de libérer de prison Rodrigue Thétis qui y était détenu depuis plus de trois semaines.

Rappelons les faits : dans la nuit du 24 au 25 juillet, premier soir des barrages, un jeune travailleur, Léon Abon, s'apprête, en compagnie de deux de ses amis, à rejoindre sa voiture garée dans les environs de la Place de la Victoire de Pointe-à-Pitre. Les deux amis ont pour nom Rodrigue Thétis et Justin Julien.

C'est alors qu'ils sont non loin de la voiture que les policiers surgissent, et intimement l'ordre à Abon

de se baisser, lui qui, contrairement à ses amis, n'a pas couru à l'arrivée des policiers.

Frappé, puis gardé à vue, Abon sera détenu pendant près de trois semaines, sans autre raison qu'il a été soupçonné d'avoir volé une pelle mécanique.

Abon ayant déclaré qu'il était accompagné de Julien et de Thétis, les policiers se mettent donc à la recherche de ces derniers, persuadés que ces deux jeunes sont impliqués dans le vol de pelle.

Quant à Julien, il est également recherché. Mais prévenu de l'arrestation de Thétis et de Abon, il préfère se mettre

deux ou trois jours à l'ombre.

Cela lui est d'autant plus facile qu'entretiens un comité d'action est mis sur pied à Bazin et que la nouvelle de l'arrestation de Abon et de Thétis se répand dans la population. Julien n'est donc plus isolé ; il a le soutien de nombreuses personnes du quartier. Mais puisqu'il est recherché, et sachant qu'il n'a rien à se reprocher, le comité d'action décide qu'il se rendra devant le juge mais pas seul, en compagnie de nombreux membres du comité d'action. C'est ce qui fut fait le vendredi 16 août. L'on sait que cette simple mobilisation suffira pour faire hésiter le juge d'instruction, procureur et policiers qui préféreront en finir avec cette affaire en se contentant d'entendre Julien comme témoin, et seulement devant la police.

Mais c'est également à la suite de cette mobilisation du vendredi 16 août que Léon Abon allait être libéré. Il faut donc croire que seule leur intention de se venger du camouflet que leur avait donné toute une population en colère lors des journées de barrage était à l'origine des arrestations de Thétis et de Abon, et des tracasseries faites à Julien : car s'il existait réellement des motifs sérieux contre eux, Abon n'aurait pas été libéré aussi rapidement et sans que son avocat n'ait le temps d'intervenir.

De même, la libération subite de Thétis, le jeudi 22 août, dans des conditions à peu près similaires à celle de Abon, vient confirmer, si besoin était, que les autorités judiciaires l'avaient pris en otage pour lui faire payer les cinq journées de manifestation. »

L'heure de mensonge de Laurent Fabius



Mercredi 4 septembre, Fabius, le chef du gouvernement de Mitterrand, était donc l'invité de l'émission d'Antenne 2, *L'heure de vérité*. Il venait y présenter son bilan d'une année de chef de gouvernement, à qui il ne reste que quelques mois pour convaincre les téléspectateurs de ne pas trop faire grise mine aux bulletins de vote du Parti Socialiste.

Satisfait de lui dans son costume de bonne coupe, un œil tranquille fixé sur l'idée que lui n'aurait que 54 ans en l'an 2000 et que, donc, contrairement à d'autres, tous les espoirs politiques lui étaient encore permis, il a donc brossé un tableau de la situation d'où il ressort que tout ne va pas si mal que ça ; à condition de le croire sur parole, bien entendu.

Au rayon nouveautés, la récolte est maigre. Il envisage d'augmenter la ponction fiscale sur ceux qui cumulent emploi et retraites pour alimenter les caisses de chômage. Il ne touchera pas au SMIC. Ce qui ne veut pas dire qu'il va l'augmenter. Il va prendre des mesures pour aider la région Nord-Pas-de-Calais et accessoirement... l'ami Mauroy. Enfin, il envisage d'aller chatouiller les politiciens qui cumulent trop de mandats.

Mais ce n'est pas ce qui préoccupait les téléspectateurs qui demandaient à SVP des réponses sur le chômage et l'emploi.

Un point épineux, penserez-vous ? Mais

non, Fabius, là encore, est assez content : « *Les réussites l'emportent sur les erreurs* ». Et puis il a son arme secrète, l'aménagement du travail. Si les patrons ont « *de la souplesse* », ils auront « *des aides publiques* ». Mais ne croyez pas pour autant que les chômeurs, eux, auront des emplois. On ne peut plus en créer avant... quinze ans. Les chômeurs doivent s'armer de patience et comme Fabius attendre l'an 2000.

D'ici là, eh bien, ils n'ont qu'à se consoler avec les TUC ou la formation qui donne « *l'égalité des chances* ». Si Fabius le dit, il faut le croire. Un détail, tout de même. Il ne sait pas quoi répondre quand un journaliste de droite, mais très poli, lui demande combien de personnes trouvent un emploi à la fin d'un TUC... Mais Fabius se rassure en affirmant que le pouvoir d'achat a augmenté de 4 % en quatre ans. Lui qui dit ne pas vouloir dire de bêtises, c'est réussi !

Fabius est un petit malin. Il s'est rendu compte qu'avec les électeurs de gauche, « *le courant ne passe pas* ». Qu'à cela ne tienne : il propose un programme qui, souhaite-t-il, « *peut en rassembler beaucoup d'autres* ».

Il aura au moins réussi à séduire une journaliste du *Figaro* qui lui a trouvé une mine « *d'écureuil sans panache* » mais « *sympa* ». Nous, on le trouverait plutôt casse-noix.

Jacques FONTENOY

Greenpeace :

Les agents ne sont plus secrets que pour Fabius

Au cours de l'émission *L'heure de vérité* diffusée le 4 septembre sur Antenne 2, Fabius, à propos de l'attentat contre le bateau de Greenpeace, s'est borné à rappeler ce qu'il appelle sa « *ligne de conduite* » : « *Monsieur Tricot a remis son rapport et je lui ai dit : des interrogations subsistent* ». Et si, dans d'éventuelles preuves fournies par les Néo-Zélandais, « *il y avait de quoi poursuivre des Français, je le ferais* ». D'ailleurs n'a-t-il pas demandé à Hernu, « *d'une part de poursuivre ses investigations et d'autre part de regarder le fonctionnement de la DGSE* » ?

Ça s'appelle se

moquer du monde. Personne n'ignore plus combien les agents des services français sont « *mouillés* » dans l'affaire Greenpeace ! Lesdits agents n'ont vraiment plus grand-chose de secret : de semaine en semaine, la presse décrit avec force détails leurs pérégrinations, leurs démarches, leurs rencontres en Nouvelle-Zélande, en Nouvelle-Calédonie, en Angleterre, aux Etats-Unis. On sait ce qu'ils ont mangé, on connaît même la couleur des papiers peints de leurs chambres d'hôtel !

En fait, Fabius, tout en se laissant tout de même la possibilité de faire porter le chapeau à un quelconque lampiste, au cas

où ce serait nécessaire, en est à couvrir l'opération. Ainsi, a-t-il dit, le problème est de savoir si l'association Greenpeace est toujours, comme il y a trois ou quatre ans, une association qui défend les bébés phoques ou si, comme cela apparaît aujourd'hui, « *elle prétend dicter à la France sa politique de défense* ». Bref, les militants de Greenpeace n'avaient qu'à ne pas se mêler de ce qui ne les regardait pas.

Encore quelque temps, et le bébé phoque Fabius viendra nous dire que c'est lui-même qui a plongé pour poser la bombe !

J.J.L.

Les revenants se bousculent sur la ligne de départ

Après les universités d'été qui ont fait recette, le petit monde des politiciens de droite a studieusement démarré la rentrée, chacun y allant de sa déclaration.

Evidemment, à l'approche des élections de 1986, les leaders de la droite n'en sont plus à discuter de leur victoire. Cela, la politique de la gauche leur en a fait cadeau avec des chances plus que certaines depuis longtemps.

Ce qu'ils se disputent donc, c'est la première

place. Et c'est à qui fera son bon mot ou sa petite phrase assassine. Du côté de Giscard, ce dernier a donc déclaré vouloir mettre « *la France en espadrilles* », ce à quoi un RPR d'une université d'été a gentiment répliqué que « *si tous les c... marchaient, Giscard serait chef d'espadrille* » ; du côté de Chirac, on s'essale au look grand-père avec les petits enfants de « *Vivement demain* » ; et du côté de Barre, on peut constater que rien n'a entamé la pose élyséenne de l'ex-Premier

ministre.

Bien sûr, derrière ce langage, chacun défend ses petits intérêts. Barre joue les présidents puisqu'il n'a pas les moyens de jouer autre chose, les chiraquiens voudraient bien apparaître comme le parti hégémonique de la droite puisqu'ils ont des espoirs pour cela, et les giscardiens sont d'autant plus unitaires qu'ils sont minoritaires dans l'opposition.

Bref, c'est reparti : vivement après-demain !

N.M.

Budget équilibré... sur le dos des plus pauvres

Le budget de 1986 ne sera officiellement adopté en Conseil des ministres que le 11 septembre. Il comporte peu de nouveautés, a annoncé la presse. Effectivement. A en juger par les quelques informations données sur sa teneur, c'est la continuité, dans les cadeaux aux riches comme dans les petites manœuvres électoralistes.

Côté riches, la réduction du taux de l'impôt sur les bénéfices non réinvestis des entreprises, déjà annoncée cet été, est confirmée. Le taux passe de 50 à 45 %, ce qui fera 4 à 5 milliards offerts aux industriels. Autre cadeau, la réduction des impôts de

3 %. Pour la population laborieuse, cela ne fera sans doute pas grand-chose. Pour les grosses fortunes, cela sera plus appréciable.

Et puis, policiers et militaires entre autres, et opinion réactionnaire en général, auront peu de raisons de se scandaliser de ce budget. Si la réduction des dépenses est de mise pour la plupart des ministères, parmi les rares budgets en hausse figure en premier celui du ministère de l'Intérieur : il augmentera de 22 %, pour la « *modernisation* » de la police, paraît-il. Quant à Hernu, il a réussi à décrocher pour la Défense 3 milliards de francs supplémentaires.

Par contre, tous ces petits cadeaux seront notamment financés par le transfert de certaines charges de l'Etat à la Sécurité sociale. Ainsi l'Etat cessera entre autres de lui verser une compensation pour l'abandon de la taxe sur les tabacs (soit 2 milliards), pour la prise en charge des cotisations d'assurance maladie des titulaires de l'allocation d'adulte handicapé (soit 3 milliards). Au total, l'Etat économiserait ainsi 12 milliards...

Et voilà comment on obtient un budget en équilibre : il suffit de bien l'appuyer... sur le dos des couches populaires.

N.M.

Cinq ans après les grèves de Gdansk

Le cinquième anniversaire des accords de Gdansk, signés le 31 août 1980, entre les dirigeants de l'Etat polonais et « Solidarité », à l'issue des grandes grèves de l'été 1980, a été célébré en Pologne par des manifestations, à Varsovie, à Cracovie, ainsi qu'à Gdansk où se trouvait Lech Walesa.

Il y a 5 ans, en effet, la classe ouvrière polonaise, en menant un des plus grands mouvements de grève de son histoire, faisait céder le régime. Les dirigeants polonais, contraints par le rapport de forces avec la classe ouvrière, devaient entériner l'existence d'une organisation syndicale ouvrière, « Solidarité », annuler certaines de leurs décisions, et même signer un accord avec « Solidarité ». C'était un fait sans précédent en Pologne, et dans tous les pays de l'Est.

Cinq ans après, en 1985, la classe ouvrière polonaise a presque entièrement perdu ces conquêtes. Il ne reste de cette époque qu'une organisation dissoute, traquée, vivant dans la clandestinité, réduite à des déclarations et à de difficiles actions de protestation, contre le régime que les militaires ont instauré en 1981.

Comment après un mouvement d'une telle ampleur, a-t-elle pu en revenir là ? En fait, les dirigeants de l'Etat polonais n'avaient accepté de faire des concessions que contraints par la démonstration de force de la classe ouvrière. Il s'agissait pour eux de gagner du temps, de se préparer à reprendre l'initiative, de se donner les moyens de riposter au mouvement ouvrier. Il s'agissait d'attendre que la mobili-

sation diminue, avant de se servir de tous les moyens que peut donner un appareil d'Etat pour reprendre la situation en mains, par un coup de force militaire, par des interventions de la police, par la répression.

Bien sûr, pour la classe ouvrière, la situation était difficile. Mais le fait est surtout que les hommes qui se sont portés à sa tête, Walesa et les autres dirigeants de « Solidarité », se plaçaient sur le terrain du nationalisme et de la religion. Ils n'avaient du coup pas de perspective politique à offrir face à la résistance de l'appareil d'Etat. Leur seule perspective était de faire pression sur lui pour qu'il négocie, d'obtenir que l'appareil d'Etat, devant leur influence sur la classe ouvrière, fasse des concessions, se « démocratise » en leur reconnaissant un rôle. Ils plaidaient au nom de l'intérêt des dirigeants, des élites, d'éviter tout conflit social. Mais ce langage-là n'a pas empêché ces mêmes dirigeants de se préparer à l'offensive. S'il a désarmé quelqu'un, c'est plutôt les travailleurs qu'il a laissés sans préparation face à l'affrontement inévitable.

Aujourd'hui, « Solidarité », réduit à la clandestinité, continue à proposer la même politique. Un de ses dirigeants, Geremek, cité par le journal *Le Monde* du 31 août, définissait ainsi aujourd'hui la situation en Pologne et la politique de « Solidarité » : « *Le risque d'une explosion sociale existe (...) J'espère que nous pourrions l'éviter* ». Et il reprenait à son compte les propos de Walesa qui aurait dit : « *Nous allons agir à la Gandhi* », pour préconiser



Deux grévistes des chantiers navals de Gdansk, en août 1980.

« *un compromis entre le monopole du pouvoir et les aspirations démocratiques de la population* ».

Ce langage, au fond, c'est celui que tous les réformistes du monde tiennent, pour essayer de se faire admettre de leur appareil d'Etat comme une garantie contre une éventuelle explosion sociale, mais qui sont incapables de proposer une politique aux travailleurs quand il se trouve que les dirigeants de l'appareil d'Etat ne sont pas prêts à leur concéder ce droit et préfèrent avoir recours à la répression ouverte plutôt qu'à la concertation avec les dirigeants du mouvement ouvrier. Et c'est cette politique qui mène dans l'impasse les luttes des

travailleurs.

Mais aujourd'hui, cinq ans après 1980, il reste que cette lutte des travailleurs polonais a montré l'immense poids que peut avoir la classe ouvrière quand elle se mobilise, l'énorme force qu'elle peut représenter. Cette force, placée face à la répression, a dû reculer. Mais la classe ouvrière de Pologne, elle l'a montré bien des fois, n'est pas brisée. Et s'il se trouve en son sein des militants sachant tirer les leçons politiques de ces cinq années, alors, pour la classe ouvrière polonaise, tout peut redevenir possible.

Antoine LEPRINCE

USA

Si tu ne veux pas payer d'impôts

Aux USA, l'association privée « Citoyens pour la justice fiscale » a révélé qu'une cinquantaine de grandes sociétés américaines n'avaient pas payé d'impôts entre 1981 et 1984, bien que le total de leurs bénéfices, pour la même période, ait atteint 56 milliards de dollars. Information reprise par le journal *Libération*.

Mieux même, elles auraient reçu 2,4 milliards de dollars du fisc américain. Evidemment, comparé à leurs bénéfices, cela fait un peu pauvre.

En tête de ces sociétés, il y a Boeing qui aurait réalisé, au cours de ces quatre ans, deux milliards de bénéfices. Il y a aussi quatre autres fournisseurs du Pentagone : General Dynamics, General Electric, Lockheed, Grumman.

L'association « Citoyens pour la justice fiscale », qui a étudié 275 sociétés, révèle également que même les sociétés qui payent des impôts ne déboursent pas le montant dû, payant 15 % au lieu du taux normal de 45 %. Et 126 d'entre elles n'ont payé que 12 % ou moins.

Ces sociétés disent agir dans la

légalité, ce qui doit être certainement vrai. Aux Etats-Unis comme en France, les moyens légaux de ne pas payer d'impôts existent, et sont même parfois codifiés. Cela va de l'augmentation des frais généraux, à l'augmentation des salaires des hauts directeurs et des associés, en passant par toute une série d'autres déductions pour l'investissement, l'exportation, etc. Sans parler, en France, de l'avoir-fiscal qui permet aux particuliers possesseurs de gros paquets d'actions de payer des impôts minimums, ou pas du tout.

Reagan a recommandé des réductions d'impôts en 1981, approuvé en cela par le Congrès. Mais même si ces mesures ont facilité les choses aux entreprises pour ne pas payer — ou peu — d'impôts, les moyens de se déclarer en déficit, tout en ayant les coffres pleins, existent depuis qu'existent des Etats au service des bourgeois.

Mais bien sûr on ne prête qu'aux plus riches. Et pour bénéficier de ces magouilles en toute légalité, il faut l'être vraiment !

Marie-Claude SOLAC

La vie d'Union Carbide continue

L'Union Carbide va licencier 4 000 salariés d'ici 1986, soit 15 % de ses effectifs. L'Union Carbide, c'est la société dont une usine a tué 2 000 personnes à Bhopal, en Inde, à cause de la fuite d'un gaz mortel. Au mois d'août, une autre de ses usines, celle d'Institute, dans l'Etat de Virginie aux USA, a également connu une fuite de gaz toxique, à la suite de laquelle 123 personnes ont dû être hospitalisées.

N'alliez pas en conclure que les affaires d'Union Carbide vont mal. Non ! Les fuites et la fermeture temporaire de l'usine d'Institute n'ont pas empêché le cours de ses actions en bourse de monter, entre autres, parce qu'un autre groupe américain les trouve suffisamment intéressantes pour les racheter.

C'est sans doute pour décrire de telles situations qu'on a inventé l'expression : « la vie continue ».

Cyclone Elena

Selon que vous serez puissants ou misérables...

Le delta du Mississippi, au sud des Etats-Unis, a été visité le 2 septembre par le cyclone *Elena*, qui s'est manifesté par des vents dévastateurs soufflant à 200 kilomètres à l'heure et des pluies torrentielles.

Si *Elena* a causé de lourds dégâts matériels, elle a fait par contre relativement peu de victimes : trois morts. C'est peu quand on se souvient qu'il y a quelques semaines, en juin dernier, dans le golfe du Bengale, le passage d'un cyclone a fait à lui seul entre 25 000 et 40 000 disparus !

Seulement, aux Etats-Unis, les pouvoirs publics ont pris des précautions :

dès samedi, à l'approche du cyclone qui menaçait cinq Etats du Sud et dont la trajectoire précise était imprévisible, près de deux millions de personnes ont été évacuées préventivement, dont un million dans le seul Etat de Floride. Les personnes ont ensuite été logées dans les écoles, les gymnases, les églises dans l'intérieur du pays. Et ces mesures ont, semble-t-il, permis d'éviter le pire.

Mais ce sont là les moyens d'un pays riche, des moyens qu'un Etat comme le Bengla-Desh n'a pas lorsqu'il a, lui aussi, à faire face à un cyclone.

Catastrophe naturelle, peut-être... mais ses conséquences ne le sont pas.

Les cheminots votent contre un mouvement national : résignation ou désaveu ?

Après trois semaines de mouvements spontanés contre l'introduction des trains à un seul agent, les 11 500 agents d'accompagnement des chemins de fer britanniques, dont l'emploi est menacé par ce nouveau système, ont finalement voté contre le déclenchement d'un mouvement national. Ce vote, organisé à bulletins secrets sous le contrôle des fonctionnaires du ministère du Travail, n'a été acquis que de très peu puisque 48 % des votants se sont prononcés en faveur d'une action nationale, et que dans certaines régions, comme le pays de Galles ou l'Ecosse, les partisans de l'action ont été largement majoritaires. Mais le gouvernement Thatcher n'a pas manqué de se réjouir publiquement de ces résultats et de féliciter hypocritement les cheminots de leur « responsabilité », tandis que la direction des Chemins de fer annonçait son intention de poursuivre son programme de mise en place des trains à un seul agent.

Le NUR, le plus important des syndicats de cheminots, où sont syndiqués les agents d'accompagnement, s'est empressé de mettre les résultats au compte du poids du chômage, des mesures d'intimidation prises par le gouvernement contre les cheminots, bref de la résignation des travailleurs.

Ces mesures d'intimidation ont certainement pesé sur le vote. Ne serait-ce que les 258 licenciements qui ont frappé des agents d'accompagnement en grève au cours des dix jours qui l'ont précédé. Mais ce n'est sans doute qu'une partie de la réalité. Et, surtout, l'organisation de ce vote, en elle-même, était une manœuvre contre les mouvements de grève qui ne l'avaient nullement attendu pour se déclencher. Et, plus d'une semaine après le vote, plusieurs régions du pays sont toujours en partie paralysées par des mouvements de grève sauvage. Dans le sud du pays de Galles, par exemple, où plus de 100 grévistes ont été licenciés, toutes les catégories de cheminots se sont jointes au mouvement des agents d'accompagnement, tandis que les mineurs des puits de la région se sont opposés à l'enlèvement du char-

bon par camion à la place des trains, et que les conducteurs de cars se sont mis en grève dans la Rhondda et à Cardiff pour ne pas avoir à « doubler » les lignes de train en grève.

Que dire dans ces conditions de l'attitude des dirigeants du NUR qui se sont réfugiés derrière les lois syndicales du gouvernement Thatcher — qu'ils dénoncent volontiers par ailleurs — pour faire dépendre le sort des cheminots qui se battaient déjà de l'adhésion de milliers d'autres qui n'étaient même pas concernés — au moins pour les mois à venir — par les plans de la direction ? Des dirigeants qui, face aux centaines de licenciements qui frappaient déjà les grévistes, n'avaient rien d'autre à proposer aux 11 500 agents d'accompagnement que de se battre seuls ; seuls parmi les cheminots du pays, puisqu'il n'était même pas question de consulter les autres catégories de cheminots, pourtant eux aussi frappés par les menaces de suppressions d'emplois, et dont certains étaient déjà en lutte !

Mais tout cela n'empêche pas aujourd'hui les dirigeants du NUR de reprocher leur vote aux agents d'accompagnement, de le mettre au compte de la résignation. Et au mépris qu'ils manifestent ainsi pour les travailleurs, ces bureaucrates syndicaux ajoutent la lâcheté en s'empressant d'abandonner à leur sort ceux qui se battent encore, et en particulier les 258 licenciés, et en déclarant dès maintenant que, dès qu'ils auront le feu vert statutaire de leur organisation (un conseil national extraordinaire se réunira dans ce but le 12 septembre), ils seront prêts à négocier l'introduction des trains à un seul agent avec la direction des Chemins de fer.

Alors oui, le gouvernement Thatcher peut sans doute se réjouir du vote des agents d'accompagnement qui lui donne en quelque sorte un nouveau répit. Mais il peut surtout se féliciter de l'aide précieuse que lui ont apportée les dirigeants syndicaux, hier au cours de la grève des mineurs, et aujourd'hui dans les chemins de fer. Des dirigeants syndicaux qui peuvent parfois apparaître combattifs, dans leurs actes, à la façon du dirigeant Arthur Scargill, ou

seulement en paroles comme le leader du NUR, Jimmy Knapp, mais qui dans les faits, parce qu'ils méprisent les travailleurs et qu'ils se méfient d'eux, parce qu'en même temps ils sont avant tout legalistes et réformistes à l'égard du système capitaliste, ne savent qu'affaiblir et paralyser la classe ouvrière, lorsqu'ils ne la lâchent pas purement et simplement.

François ROULEAU



En mars 1985, un dirigeant du syndicat des mineurs pris à partie à la sortie du siège du TUC à Londres où vient d'être décidé l'appel à la reprise du travail.

Congrès du TUC

Une seule perspective, l'austérité travailliste en 1988 !

Scissionnera, scissionnera pas ? L'AUEW, le syndicat des métallos, deuxième syndicat du pays par le nombre d'adhérents, allait-il quitter le Trade Union Congress (TUC) ? Telle a été la grave question qui a dominé les trois premiers jours du congrès annuel du TUC, réuni à Blackpool depuis le 2 septembre. Trois jours au cours desquels les dirigeants du TUC ont multiplié tractations et discussions en coulisse pour trouver un moyen de sanctionner l'AUEW sans pour autant pousser dehors ses quelque 900 000 adhérents, et qui se sont terminés par un simple avertissement sans frais pour les dirigeants de l'AUEW.

Il faut dire que les dirigeants du TUC étaient bien embêtés. Lors du congrès extraordinaire de Wembley, en 1982, ils avaient fait adopter une motion très ferme par laquelle l'ensemble des syndicats membres s'engageait à ignorer purement et simplement les nouvelles lois syndicales du gouvernement Thatcher.

Entre autres mesures, ces nouvelles lois faisaient obligation aux syndicats d'organiser des votes à bulletin secret parmi leurs adhérents sur toute une série de questions internes allant de la décision de déclencher un mouvement, à l'élection de certains dirigeants, en passant par la constitution

des traditionnelles « caisses politiques » qui ont de tout temps constitué la principale ressource du Parti Travailliste. Les lois syndicales prévoyaient de fortes amendes pour les syndicats qui s'abstenaient d'organiser ces votes et, en contrepartie, elles donnaient la possibilité à ceux qui le désiraient d'obtenir des subventions gouvernementales pour financer ces votes.

Depuis Wembley, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, et les bonnes résolutions du TUC avec. Le gouvernement, pour sa part, n'a cherché à imposer l'application de ces lois que dans un petit nombre de conflits ayant un enjeu national, tels celui des mineurs et quelques autres touchant de grandes entreprises comme British Leyland. Quant aux syndicats, un certain nombre d'entre eux ont choisi de se soumettre à la loi sans y être toujours vraiment contraints. A l'occasion de conflits, mais surtout pour légaliser leurs « caisses politiques » : les finances du Parti Travailliste valent bien une petite entorse aux principes !

En fin de compte, la seule chose qui restait des grandes déclarations de Wembley, était le refus unanime des syndicats d'accepter les subventions prévues par la loi. Et c'est justement cela que l'AUEW a choisi de jeter aux orties en

acceptant 14 millions de francs du gouvernement.

D'où un cruel dilemme pour les dirigeants du TUC. Pas tant pour des questions de principe. Mais pour éviter que les conservateurs puissent se targuer d'avoir réussi à faire céder les syndicats sur toute la ligne.

Parce qu'en fait toute cette mise en scène est avant tout liée à l'échéance des élections de 1988, pour laquelle les sondages donnent de bonnes chances au Parti Travailliste. Dans cette perspective, il faut à la fois que le mouvement syndical apparaisse solidement soudé derrière les travaillistes mais il faut aussi renforcer, auprès du patronat et de l'électorat aisé, l'idée que seul le Parti Travailliste est vraiment capable d'obtenir ce qu'il veut des syndicats !

L'année a été marquée par la défaite des mineurs en mars, les revers des cheminots la semaine dernière et la poursuite d'une politique d'austérité, notamment par des attaques contre la protection sociale de la classe ouvrière, en particulier dans le domaine des retraites. Mais la seule préoccupation des dirigeants syndicaux est leur propre cuisine interne dans la perspective d'un retour dans trois ans de l'austérité version Thatcher à l'austérité version travailliste...

Quel programme !

F.R.

□ SNCF (Orléans - Les Aubrais)

Après la catastrophe d'Argenton-sur-Creuse

Au dépôt et dans tous les services des Aubrais-Orléans, depuis cinq jours, toutes les discussions tournent autour de l'accident ferroviaire d'Argenton-sur-Creuse. Surtout que le conducteur du train est un camarade du dépôt des Aubrais que beaucoup d'entre nous connaissent car il travaille au dépôt depuis dix ans et est syndiqué à la CGT.

Les discussions portent surtout sur les problèmes de sécurité et les commentaires de la presse nationale à propos du camarade.

Sur la sécurité, tout le monde s'accorde pour dire que la moindre des choses et la première mesure que devrait prendre la SNCF, ce serait de remettre un deuxième agent sur les machines. Plusieurs roulants, qui ont fait la même ligne Paris-Limoges et qui sont passés par Argenton-sur-Creuse dans les jours qui ont précédé l'accident, disent que la signalisation était aberrante, qu'ils ont protesté, mais rien malheureusement n'a été consigné par écrit. Aux Aubrais-Orléans, nous nous souvenons encore de l'accident qui a eu lieu entre Orléans et Vierzon à la mi-juillet et où l'essieu d'une « bourreuse » (machine servant à mettre les cailloux sur le ballast des voies) a cassé par manque d'entretien. Le train a déraillé, arrachant les caténaires et les voies sur plusieurs centaines de mètres. Un train de marchandises venant en sens inverse avait heurté les wagons sortis des voies (à faible allure, car le conducteur avait freiné à mort et à temps). Que se serait-il passé si, à la place, cela avait été un train de voyageurs à vive allure ? Le manque de personnel, l'entretien du matériel de plus en plus espacé, le manque de sécurité, c'est le résultat de la politique de la direction de la SNCF

et du gouvernement, elle engage leur responsabilité.

Au dépôt, tout le monde est révolté aussi par les commentaires des journalistes des médias nationaux. (Ceux de la presse locale ont fait des articles plutôt favorables aux cheminots et au camarade inculpé par la justice et ont repris les arguments syndicaux sur la sécurité). C'était l'indignation devant l'article de *Libération* parlant des roulants qui passent leur repos à boire ou à prendre des calmants ou des excitants ! Le journaliste de *France-Soir* qui avait fait l'article intitulé : « *Ils débranchent la sonnerie d'alarme* », venant lundi au dépôt pour continuer son « enquête », s'est fait reconduire dehors par tous les camarades présents. Il n'a trouvé comme justification que de dire : « *On fait des titres pour frapper les gens* » !

A l'annonce de la grève de 24 heures organisée par la CFDT de la région Paris Sud-Ouest, des camarades regrettaient que rien n'ait été fait dès l'accident de Flaujac. D'autres approuvaient en disant : « *C'est ce qu'il faut faire* » ; « *Cela aurait dû être fait dès lundi* ». Certains des roulants pensent par contre que « *ce n'est pas le moment de faire de la mousse* ». Des militants CGT disent aussi que, pour l'instant, il ne faut se battre que sur le plan juridique : « *Une grève peut faire du tort au camarade inculpé. Les gars craignent d'avoir l'opinion publique contre eux* ». Ce qui ne semble pas être le cas : par exemple, à la cantine SNCF où mangent beaucoup de non-cheminots, la prise de parole d'un camarade a été suivie avec beaucoup d'attention et sans aucune réaction hostile, au contraire.

Correspondant LO



L'accident d'Argenton-sur-Creuse

Les accidents — et la conduite de la

Le conducteur du train Paris-Port-Bou à l'origine de la catastrophe d'Argenton-sur-Creuse a tout de suite dit qu'il avait une part de responsabilité : « *J'ai bien enregistré le signal, mais j'ai eu une absence, je n'ai pas ralenti* ». Et la télévision l'a montré, seul, abattu, conduit par les gendarmes avant d'être inculpé d'homicides et blessures involontaires, puis mis sous contrôle judiciaire.

Les directeurs de la SNCF, eux, avaient un autre ton : « *Tous les systèmes de sécurité ont bien fonctionné, la SNCF n'est pas en cause, il est clair que c'est une erreur humaine* ». Seulement, cela fait trois fois en deux mois, après Saint-Pierre-du-Vouvray, après Flaujac, qu'on nous ressort ces discours. Ces gens-là ne sont pas gênés de répéter que Jean-Yves Brisset serait seul responsable des 43 morts d'Argenton-sur-Creuse, comme ils déclaraient que Yves Saliens était seul responsable des 34 morts de Flaujac. Et la responsabilité de la SNCF se limiterait à désigner, chaque fois, le cheminot

responsable !

Quand Jean-Yves Brisset a abordé le chantier d'Argenton, il s'attendait selon les renseignements qu'il avait recueillis à son départ du dépôt des Aubrais, à rencontrer un signal de ralentissement à 40 km/h. Mais, quelques heures plus tôt, la SNCF a fait remonter la vitesse à 100 km/h sur cette partie de trajet, pour gagner 2 minutes. Le signal fatidique annonçant une limitation à 30 km/h n'arrive qu'après, bien plus petit que d'habitude : c'est un signal provisoire. Il le voit, le « vigile », mais quelques secondes plus tard un autre signal arrive : exécution immédiate de limitation à 100 km/h, ce panneau pouvant porter à confusion ; et un autre encore, permanent celui-là : autorisation de reprise à 120 km/h. Le panneau d'exécution 30 km/h arrive ensuite ; c'est le coup de frein, le déraillement, la collision avec le train postal.

La SNCF était « en règle » : elle avait le droit de faire remonter la vitesse de 40 à 100 en faisant l'économie de préve-

nir le conducteur. Cela permettait 2 minutes d'économies sordides sur une prime de rattrapage de retard... Elle avait le droit de laisser des panneaux qui n'avaient plus lieu d'être ; cela faisait quelques sacs plastiques d'économisés... Et elle n'était même pas obligée de notifier par écrit ces modifications au conducteur ; il n'y a qu'un exemplaire du tracé qui reste au dépôt, ce qui économise un peu de papier...

Trois conducteurs étaient passés sans encombre dans le piège d'Argenton. Le quatrième était Jean-Yves Brisset. Et s'il était seul, c'est que depuis les années 1960, la SNCF a retiré le deuxième conducteur, en mettant la veille automatique. Mais ce système ne remplace pas un conducteur, il ne peut qu'arrêter le train en cas de défaillance physique (malaise ou décès). Mais est inutile en cas de dépassement de vitesse ou non-respect de la signalisation ; et cela alors que les vitesses ont augmenté, le kilométrage parcouru avec, et le nombre de signaux à vigiler ; à

Les circonstances de l'accident



A sa prise de service notre camarade Jean-Yves Brisset avait 5 minutes pour consulter le tableau « affichage sécurité-circulation » sur lequel sont indiqués tous les renseignements concernant les diverses situations qu'il est susceptible de rencontrer sur les différentes sections de lignes devant être parcourues jusqu'à son retour à son établissement d'attache, le dépôt des Aubrais. De plus, ce tableau l'envoyait consulter un « dossier ligne » qui reprend de façon schématique la situation sur le terrain. Et là se posent déjà plusieurs problèmes.

1- Le schéma est complexe et ne permet pas de comprendre rapidement les particularités devant être rencontrées, et donc pas question de le mémoriser.

2- Le schéma reste à demeure dans les établissements et n'est pas distribué individuellement aux conducteurs. Il est donc impossible de le revoir par la suite. Et pas question de le reproduire, avec 5 minutes pour tout voir. Ce qui amène tout mécanicien à dire « que ce tableau ne sert finale-

ment à rien », « qu'on verra sur place ».

3- Notre camarade avait noté une limitation temporaire de vitesse à 40 km/h., mais la vitesse avait été relevée à 100 km/h. sans qu'il soit avisé, ce que le règlement de la SNCF permet. Cela pour ne pas payer 2 minutes de temps gagné aux mécaniciens car elles étaient facilement rattrapables.

4- Après avoir trouvé l'annonce d'une limitation à 100 km/h. au lieu de 40 km/h, il voit une annonce de limitation à 120 km/h puis une annonce de limitation à 30 km/h sur laquelle beaucoup de choses sont à dire. Ce panneau en forme de losange est d'une taille réduite par rapport à la nor-

male, ensuite son éclairage était faible et rendait sa lecture difficile ce qui aurait été reconnu par un responsable de la SNCF. Inquiété, notre camarade allume la cabine pour chercher quel était ce signal, le chef de gare d'Argenton en est témoin.

Notre camarade Jean-Yves Brisset aurait déclaré qu'il avait vu ce panneau d'annonce 30 km/h mais qu'il n'avait pas pu le lire.

5- Après le signal à distance 30 km/h, il observe le tableau d'exécution 100 km/h puis le tableau de reprise qui le libère du ralentissement à 100 km/h. Ce panneau se trouve en aval du quai d'Argenton ; mais en amont de ce quai, à une distance de 430 mètres,

se trouve l'exécution 30 km/h destinée au franchissement de l'aiguille où aura lieu le déraillement. Il freine d'urgence à vue mais il est déjà trop tard.

Aujourd'hui, après la catastrophe, la SNCF a modifié entièrement l'implantation de tous ces signaux, elle a même installé des feux à éclats qui ne servent qu'en cas d'installation inopinée de signaux. Mais tout cela aurait dû être fait avant, et c'est trop tard. Par ce changement de signaux elle reconnaît de fait que la situation rencontrée par notre camarade était loin d'être idéale, contrairement à ce qui a été affirmé par la direction.

Correspondant LO

Les choix qui président à la sécurité

La SNCF prétend que « la sécurité est la priorité des priorités ». A l'entendre, on pourrait croire que tout est fait et que tous les moyens possibles sont mis en œuvre pour assurer cette sécurité, tant pour la circulation des trains et les usagers, que vis-à-vis des cheminots. Qu'en est-il exactement ?

D'abord, le budget d'investissement a été sérieusement entaillé depuis 1981 : alors qu'il plafonnait aux alentours de 10 milliards de francs depuis 1977, il est soudain descendu jusqu'à 8,3 milliards pour 1983. C'est donc avec des moyens matériels en baisse de près de 20 % que la SNCF assure un trafic stable, voire en augmentation pour les voyageurs, et en tout cas dont les performances de vitesse sont en régulière augmentation.

Et en y regardant de plus près, on voit que si la SNCF utilise des techniques modernes comme la liaison radio sol-

train, ou le contrôle automatique de la vitesse et de l'observation des signaux, ce n'est pas, et de loin, sur l'ensemble du réseau : cela n'existe en réalité que sur la ligne nouvelle du TGV et sur les portions à grande vitesse du réseau Sud-Ouest.

Par contre, pour tous les autres trains, la politique de la SNCF conduit à augmenter les risques. Ainsi, avec l'apparition de la VACMA (veille automatique), elle a supprimé le deuxième agent en cabine. Pourtant, la VACMA ne peut pallier qu'une défaillance physique (malaise par exemple) du conducteur ; mais elle reste sans effet en cas de dépassement de vitesse, de non-observation des signaux, ou même de non-arrêt dans une gare (ce qui vient de se produire cette semaine à Creil). Si la VACMA constitue une assistance technique appréciable en l'absence de systèmes de sécurité plus performants, elle ne pallie pas les défaillances

possibles auxquelles, justement, pouvait répondre le deuxième agent.

Autre exemple de cette politique de la SNCF : aujourd'hui sur la banlieue Paris-Sud-Ouest, elle a mis en place la radio sol-train, qui permet au mécanicien d'être en relation avec les garés, les postes d'aiguillage, les régulateurs. C'est un apport non négligeable à la sécurité. Mais la direction en profite pour supprimer les agents de train, qui s'occupent du service voyageurs, et reporter ce travail à la charge du seul conducteur. Ainsi, celui-ci est soumis à une attention supplémentaire, devant à la fois s'occuper des signaux et des mouvements des voyageurs dans les gares.

Alors, oui, la politique de la direction de la SNCF, qui cherche à récupérer systématiquement d'une main sur les effectifs ce qu'elle donne de l'autre en amélioration technique, est à remettre en cause.

Correspondant LO

□ SNCF (Paris - Sud-Ouest)

Les réactions chez les cheminots

Au dépôt Paris Sud-Ouest, les discussions allaient bon train au retour du week-end, d'autant que des cheminots s'étaient trouvés dans le train accidenté.

Le personnel sédentaire se réunissait le mercredi 4 septembre et décidait d'une heure de débrayage pour marquer le coup, avec délégation pour aller dire aux patrons ce qu'on pense de l'attitude de la direction après Argenton et Flaujac.

Chez les conducteurs, l'annonce par l'URP-CFDT d'un appel à la grève, pour une période de travail jeudi 5 septembre, était plutôt bien accueillie. « On n'a rien fait pour Flaujac. C'est bien de faire quelque chose là ».

Cependant, la CGT a tenu à indiquer par voie d'affiches que pour sa part, elle n'appelait pas à cette grève. Il faut noter que pour la CGT, Jean-Yves Brisset est en partie « responsable ». Enfin, la FGAAC (Syndicat corporatiste chez les agents de conduite) tient notre camarade pour responsable et n'a émis aucune protestation locale.

Ailleurs, il a fallu bien souvent que les cheminots, particulièrement les sédentaires, comprennent les détails du piège de la signalisation d'Argenton que peu de journaux ont, au bout du compte, dénoncé (*L'Humanité*, *Le Matin*), pour abandonner la première impression selon

laquelle il y avait une faute professionnelle impardonna-

Néanmoins, les conducteurs, et tout particulièrement ceux de la région où s'est produit l'accident, se sentent d'emblée solidaires du cheminot inculpé. De nombreux conducteurs déplorent que, pas plus que lors de l'affaire de Flaujac, les syndicats ne fassent quelque chose au niveau national.

Ici ou là, les cheminots ont également pris l'initiative de pétitions, comme en gare de Lyon, ou à Villeneuve-Triage, où un rassemblement devait avoir lieu jeudi.

Correspondant LO

Horaires de travail dangereux

Au lendemain de la catastrophe d'Argenton la direction a déclaré que les mécaniciens étaient des agents sérieux, compétents, de haute responsabilité, parce que dépend d'eux la vie de centaines de personnes.

Mais hormis ces belles paroles et beaucoup de démagogie corporatiste, que fait concrètement la SNCF pour assurer à ses agents des conditions de vie et de travail au niveau de ses prétentions ?

L'horaire de travail d'un conducteur, c'est quelque chose de parfaitement incohérent ; il va travailler de matinée un jour, et reprendre à nouveau son service... le jour même, en soirée, ou en pleine nuit. Les prises de service se font sans aucune régularité, à toute heure du jour ou de la nuit. Les journées de roulement sont de plus en plus tendues, elles vont parfois jusqu'à 10 h. 30 d'amplitude, et 9 h. de travail. Le kilométrage parcouru s'accroît sans cesse.

Ce sont aussi des « repos hors résidence », c'est-à-dire dans un autre dépôt que le sien, à des centaines de kilomètres de chez soi ; des repos souvent réduits à 9 h., parfois 8. Et ces repos sont à prendre invariablement dans des foyers très bruyants, car situés dans les enceintes SNCF, donc près des voies.

Quant à la semaine de travail, si elle est en moyenne de 35 h. par semaine, c'est dans la pratique des semaines « flexibles » allant jusqu'à 50 h. de travail et 80 h. d'amplitude quelquefois.

On le voit, ses conducteurs comme tous ses agents, la SNCF cherche avant tout à les utiliser au maximum.

Correspondant LO

SNCF

genton, il n'a servi à rien. Le conducteur du deuxième train, le train postal, a tout de suite déclaré : « Si on me demande si je suis solidaire de mon collègue, je réponds pourquoi pas ? » Car les conducteurs savent tous que c'est quelque chose qui peut leur arriver.

Mais ce sont tous les cheminots qui doivent se sentir solidaires. Ils connaissent tous la politique d'économies de la SNCF, économies en grand ou petit, économies sur les effectifs ou sur les moyens matériels. Et ils savent bien que, sur leur triage, dans leur atelier, ou même derrière leur guichet, c'est toujours sur eux que la SNCF menace de faire tomber les choses en cas de grève.

Tous les cheminots ont intérêt à dire haut et fort qu'ils se sentent du côté de leurs camarades inculpés, à Argenton ou Flaujac, plutôt que du côté de la SNCF.

Publié dans les bulletins de l'Union Ouvrière SNCF de la région du 2/9/1985.

□ WONDER

Tapie cause à la télé, mais évite les travailleurs de Wonder

Jeudi 29 août dernier, les travailleurs de Wonder empêchaient la tenue du Comité central d'entreprise à Saint-Ouen, où des représentants de Tapie devaient annoncer officiellement les 519 licenciements prévus dans le groupe. Le lendemain, ce sont les travailleurs de Lisieux qui empêchaient la tenue d'un comité d'entreprise.

Dans les deux cas, les travailleurs de Wonder réclamaient que « Tapie vienne avouer clairement et publiquement » qu'il fermait aussi l'usine de Saint-Ouen, et qu'il avoue les 519 licenciements. Car Tapie avait eu le culot de déclarer, à la télévision, qu'en fait il n'y aurait pas plus de 50 licenciements véritables... Les travailleurs de Wonder voulaient que les véritables pratiques de Tapie soient dévoilées. Car Tapie n'est pas le patron social, le sauveur d'entreprises qu'il prétend être et que la télévision et les journaux nous

décrivent complaisamment, mais un patron comme les autres : « Sa réussite s'est faite sur le dos des travailleurs », affirmait une ouvrière licenciée, employée à Saint-Ouen depuis 28 ans.

Tapie n'est évidemment pas venu s'expliquer devant les travailleurs de Wonder. S'il s'était déplacé, il aurait pu constater, lui-même, que c'était une grosse partie des travailleurs de Wonder qui le prenaient à partie ; à Saint-Ouen, les assemblées générales quotidiennes réunissent depuis une semaine entre 100 et 140 personnes sur 250 présentes.

Mais cela n'a pas empêché Tapie de déclarer avec son impudence habituelle, à TF1 dimanche 1^{er} septembre, qu'il « faut distinguer les agités prêts à faire n'importe quoi et les gens de l'entreprise qui, eux, ne sont pas en train de préparer les Législatives. Ils sont en train de voir ce qu'ils peuvent faire pour leur

boulot »... Oui, les travailleurs de Wonder sont en train de voir ce qu'ils peuvent faire pour leur travail, et c'est bien pour cela qu'ils s'en prennent aux mensonges de Tapie !

Les travailleurs de Wonder ne parviennent pas à avoir Tapie en face. Mais tout le monde a pu le voir... à la télévision montrer sa bobine lors des championnats du monde cyclistes en Italie. Tapie joue à cache-cache avec les travailleurs de Wonder par télé et radio interposées. Le 1^{er} septembre toujours, sur France-Inter cette fois, à propos de la fermeture de l'usine de Lisieux, Tapie déclarait : « On ferme Lisieux, mais on a oublié de dire qu'on a créé en même temps 420 emplois à Vernon, à moins de 80 kilomètres ». A Vernon, personne n'est au courant... Et un membre de la direction générale de Wonder a avoué que Tapie se « serait trompé ». Mais il ne s'agit ni d'erreurs, ni d'oublis : les tra-



vailleurs sont convaincus qu'il ne s'agit que d'un mensonge de plus.

A Saint-Ouen, depuis le lundi 2 septembre, le climat est quelque peu retombé. La manifestation organisée le lundi dans le marché aux Puces ne regroupait qu'une soixantaine de personnes, les autres ayant préféré attendre dans l'usine que la direction fasse savoir qui était licencié, qui était muté, etc. Bien des travailleurs pensent que dans les conditions actuelles, « les perspectives de garder leur emploi sont minimes ». Et certains n'hésitent pas à dire que « les carottes sont cuites ».

Les organisations syndicales cherchent à gagner du temps. Après avoir tenté de

retarder les échéances en empêchant la tenue du CCE (légalement nécessaire pour que puissent partir les lettres de licenciement), les syndicats proposent aujourd'hui de garder le matériel — en particulier le matériel destiné à l'armée — en organisant des gardes de nuit. Dans la nuit du lundi 2 au mardi 3 septembre, une quinzaine de personnes sont ainsi restées à l'usine de Saint-Ouen.

Quant à la direction, elle continue imperturbablement : mardi 3 septembre, les lettres de licenciement devaient de toute façon partir, l'inventaire du matériel se poursuit, et depuis le lundi 2, il n'y a plus de cantine à Saint-Ouen.

□ PTT TRI-AUSTERLITZ

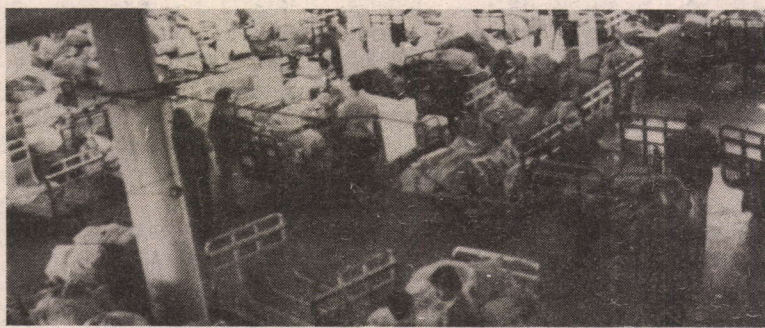
Nouveau débrayage contre un licenciement

Fin juin au Tri-Austerlitz, nous apprenions qu'un collègue du Transbordement nuit C était mis en arrêt-maladie d'office, jusqu'à son passage devant une commission paritaire. Sous prétexte d'arrêts-maladie trop nombreux, l'administration veut le licencier. Pour justifier sa demande de licenciement, celle-ci s'appuie sur un rapport du médecin-chef du Comité médical, qui le déclare : « Inapte physiquement ».

Tout d'abord, déclarer qu'un travailleur est « inapte physiquement » à tout travail est une absurdité. De plus, ce collègue a fait établir par un médecin (spécialiste de la médecine du sport) un rapport qui contredit celui de l'administration.

Fin juin, à l'annonce du licenciement, c'est à plus de 200 (sur 400 environ) que nous avons débrayé toute une semaine, dans les deux brigades de nuit, ce qui montre l'émotion suscitée par le licenciement. Puis il fut décidé d'attendre la fin des vacances pour refaire le point, personne ne connaissant la date de la commission paritaire.

Un comité, regroupant une vingtaine de travailleurs, s'est constitué, avec l'accord de l'assemblée générale de la brigade C, pour organiser la dénonciation du licenciement par tracts et affichettes, dans tout le centre en juillet et août ;



Le Transbordement du Tri PTT-Austerlitz.

ce qui fut fait, si bien que ce licenciement n'est pas passé inaperçu... ce qui a déplu à la direction.

En juillet, la direction envoyait une lettre menaçant de sanctions chacun des grévistes en cas de récidive : pour elle, la grève était illégale, car sans préavis. Deux collègues de la nuit C recevaient des sanctions disciplinaires, un avertissement et un blâme pour prise de parole dans les AG, et participation aux débrayages. La direction a prétendu que ces deux agents « mettaient en cause la sécurité de l'établissement » !

Et fin août, la direction interdisait la tenue d'AG, en nuit, sur le temps de pause, comme cela se faisait depuis des années.

Fin août, le comité diffusait un tract appelant à se réunir pour discuter de la reprise de l'action : il proposait un débrayage d'avertissement, contre le licenciement, contre

les menaces et sanctions. Quelques réunions de service (30 et 50 personnes), et une AG de 50 personnes en brigade C (en dehors des heures et du lieu de travail) décidaient un débrayage en début de nuit pour les 5 et 6 septembre. Débrayage d'avertissement, car personne ne connaît la date de la commission paritaire.

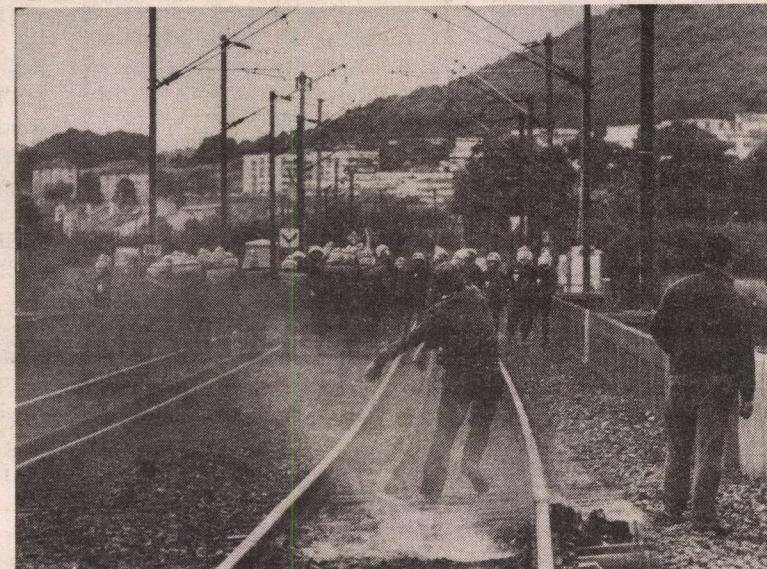
La CGT était d'accord pour déposer un préavis, souhaité par de nombreux travailleurs, et la CFDT soutient le mouvement.

Mardi 3 et mercredi 4, le comité doit organiser la diffusion d'un tract appelant l'ensemble des travailleurs des brigades de nuit (près de 350) à débrayer 2 h 30 les 5 et 6.

Pour l'heure donc, il reste à organiser ces débrayages et à envisager la poursuite du mouvement, en sachant que l'administration peut faire traîner pendant des mois ce licenciement.

Correspondant LO

Pompey : les sidérurgistes en lutte contre les licenciements



Affrontements entre les sidérurgistes de Pompey et les CRS, le 4 septembre.

Il y a maintenant plus d'une semaine que les sidérurgistes de Pompey sont mobilisés contre les licenciements. Juste à la veille des congés, ils avaient appris qu'ils ne seraient bientôt plus que 350 dans l'usine. En 1982, on leur avait promis qu'il resterait 1 350 travailleurs, puis ça avait été 800, puis 600, et maintenant c'est 350, un chiffre qui ne trompe personne d'ailleurs.

Alors la colère rentrée jusque-là a éclaté la dernière semaine d'août, malgré l'absence de nombreux travailleurs encore en vacances. Barages de routes et de voies ferrées se succèdent malgré l'intervention des CRS à plusieurs reprises.

La mobilisation s'est confirmée à l'assemblée générale du lundi 2 septembre qui réunis-

sait quelques centaines de travailleurs. A cette AG, la CGT et la CFDT demandaient d'intensifier les actions pour « maintenir le climat » en prévision de l'entrevue du jeudi avec Cresson dont les syndicats semblent attendre quelque chose. Une manifestation avec la population est prévue à Pompey.

Les syndicats laissent plutôt l'initiative aux travailleurs. Ainsi depuis le début, ils n'ont pas précisé s'ils appelaient à la grève ou pas. Ce qui n'empêche pas que lundi et mardi il y avait grève pratiquement totale en fabrication. La direction générale de Sacilor reste prudente puisqu'elle a annoncé que la dernière semaine d'août serait payée. C'est que l'atmosphère est chargée.

Correspondant LO

□ BENNES MARREL (Corbeil)

Une rentrée sous le signe du chômage total

La direction des Benne Marrel a profité des vacances pour manigancer son mauvais coup contre les travailleurs de l'usine.

En effet, quand les salariés sont arrivés pour reprendre le travail le lundi 26 août, ils ont appris que, d'une part, l'usine avait changé de raison sociale — ce n'est plus les Benne Marrel mais la Société Nouvelle Decauville — et que, d'autre part, ils étaient tous mis au chômage partiel total. « Pas la peine de te déshabiller, tu peux rentrer chez toi », leur disaient les chefs dans les ateliers. Ceux qui recevaient un télégramme de la direction devaient venir travailler le lendemain ; quant aux autres, ils étaient sur une liste de futurs licenciés et devaient se présenter au bureau du chef du personnel. Arrivés dans le bureau, les salariés de l'entreprise se voyaient incités à donner leur démission avec une prime d'ancienneté doublée, et la seule assurance qu'un accord avait été passé avec les ASSEDIC pour qu'ils aient droit au chômage. 72 d'entre eux

ont ainsi donné leur démission. Les 80 salariés qui ont refusé de démissionner étaient mis au chômage partiel total, indemnisés à 50 % du salaire.

Cette manœuvre de la direction arrive après deux années de chômage technique, un plan FNE, 118 licenciements économiques en juin dernier et une quarantaine de départs volontaires en juillet. Elle a surpris les ouvriers de l'usine dès le premier jour de la rentrée. Les syndicats, qui s'attendaient à de nouveaux licenciements, ont mis quelques jours à réagir. Les représentants syndicaux CGT et CFDT de l'entreprise n'ont pas pris d'initiative ; ils ont seulement dit aux ouvriers de prendre leur décision et leur responsabilité. L'Union locale CGT a envoyé une lettre aux salariés de l'usine pour les convoquer à une assemblée devant la porte quatre jours plus tard, le jeudi 29 août.

Pourtant, le changement de raison sociale s'est fait fin juillet et la nouvelle direction avait bien dit qu'elle ne reprenait l'usine qu'à condition qu'il y ait

une nouvelle réduction d'effectif.

Mais cette nouvelle attaque du patron vient après des mois au cours desquels les syndicats se sont accrochés à ce qu'ils espéraient tirer de l'inspection du travail pour refuser les licenciements, et en même temps à l'illusion répandue par le PCF et la CGT qu'en proposant de bonnes solutions industrielles pour l'entreprise, ils pourraient être évités. De fait, la direction a toujours refusé de discuter avec les représentants syndicaux. Elle a mené son jeu, lanterné les travailleurs qui se sont démotivés.

D'ailleurs, peu de travailleurs sont venus à la première assemblée, ainsi d'ailleurs qu'à la seconde le mardi 3 septembre. Au cours de cette dernière, une motion demandant des garanties pour l'emploi dans la nouvelle société a été portée à la direction par une vingtaine de salariés de l'usine. Ils ont décidé de se réunir à nouveau lors du Comité central d'établissement.

Correspondant LO

La CFDT défend le monopole syndical

Syndicalisme-Hebdo, l'organe de la CFDT, prend, dans son numéro du 29 août et sous la plume du secrétaire national de la CFDT, Jean-Paul Jacquier, la défense du monopole des syndicats représentatifs sur les candidatures aux élections professionnelles et, surtout, les négociations avec le patronat.

Selon l'article, la droite se disposerait à attaquer ce monopole. Et voilà les dirigeants syndicaux qui s'affolent, à tort ou à raison, de ces projets. Et il est en effet possible que la droite, soucieuse de satisfaire de nombreux patrons, ait dans ses projets de profiter de la baisse d'audience des syndicats pour remettre en cause leur monopole.

Mais les arguments donnés par la CFDT valent d'être cités. Ainsi, l'auteur invoque « la complexité de fonctionnement d'un système contractuel. Le "turn-over" (c'est-à-dire la rotation) important des élus

n'assure pas une continuité minimale dans le temps ». « On peut se demander ce que vaudra la signature d'élus non réélus trois mois plus tard, et ce que seront les comportements négociateurs d'élus en pleine campagne pour tenter d'être réélus ».

L'auteur de l'article est si peu sûr que les appareils syndicaux auraient bien le soutien des travailleurs — si les lois sur le monopole syndical n'étaient pas là pour les imposer à leur tête — qu'il plaide pour la place des appareils syndicaux en tant qu'interlocuteurs professionnels, patentés et inamovibles, négociant en lieu et place des ouvriers et sans leur contrôle.

Une façon de dire ouvertement que, pour défendre la place de son appareil syndical, il est prêt à faire que celui-ci ne défende plus ne serait-ce que l'ombre de l'intérêt des travailleurs...

ECHOS DES ENTREPRISES...

L'exploitation en chiffres

On apprend par une note qui circule, dont so disant les informations sont considérées comme confidentielles, que le coût complet de l'heure au chantier s'élève à 199,30 F, et cela en partant d'un salaire horaire théorique de 40 F par ouvrier.

En effet, en partant de ces 40 F de l'heure et après dix pages de calculs laborieux, on retrouve ce chiffre de 199,30 F.

Mais alors tout y passe : l'ancienneté, les primes diverses, le 13^e mois, les congés payés, les absences rémunérées, les jours fériés. Plus, bien sûr, les diverses cotisations sociales, les impôts locaux, frais de transport mais aussi le déficit du restaurant et sans omettre les frais de fonctionnement : salaires et charges des

cadres et ingénieurs, dépenses d'eau, EDF, crylène, téléphone, location de l'informatique, diverses assurances et la cotisation à l'UIMM, syndicat patronal.

Dans un même temps, on apprend lors du dernier conseil municipal de Saint-Nazaire que le montant des aides de l'Etat pour le super-paquebot équivalait à 200 F par heure productive.

Alors une simple opération montre qu'avant même de franchir les grilles du chantier, nous suons déjà des profits pour tous les actionnaires parasites de l'Alstom.

Qu'on se le dise : même si on ne faisait rien de la journée au chantier... les patrons empocheraient tout de même : 0,70 F de l'heure sur notre dos !

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Alstom-Atlantique - Saint-Nazaire).

Flexibilité : Bazar, insécurité et compagnie

La « flexibilité » tant vantée par nos patrons, on a pu l'expérimenter à R.P. au mois d'août, dans les différents secteurs Entretien de l'usine.

De nombreux intérimaires ont été embauchés, puis remerciés au coup par coup, envoyés dans différents secteurs courir après des réparations au petit bonheur la chance.

Et les résultats, tout le monde a pu les mesurer, notamment le travailleur intérimaire qui s'est pris une bouffée de chlore en travaillant sur une installation et qui a dû rester un long moment sous la tente à oxygène.

Encore une démonstration éolotante du « savoir-faire-faire » des manitous de l'Entretien !

Il y en a qui ne maîtrisent pas grand-chose

A la Mécanique, malgré la demande de travaux, certains intérimaires ont été « remerciés » une heure avant leur fin de contrat.

Ce qui n'a pas empêché la maîtrise, quelques heures après, de demander des volontaires pour faire des heures supplémentaires...

(Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc - Saint-Aubin-les-Elbeuf).

Du pipi de souris

La semaine dernière, le chef d'atelier des Carburateurs a refusé un bon de sortie à un ouvrier, alors que le chef de celui-ci lui avait déclaré en début de mati-

née qu'il n'y avait pas de problème. Il faut croire que la devise de ce chef, c'est : « J'em... le monde, donc je suis ». Et il faut beaucoup de diplômes pour faire ce boulot-là ?

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - General Motors - Strasbourg).

Il nous fait « chier »

« M.C. », un des chefs du B 29, veut certainement être un bon chef, comme la direction doit se les aimer.

Pour montrer son zèle, ce monsieur pousse le vice à aller nous surveiller au coin des WC et à attendre, chrono en main, le moment où on sort.

Peut-être souhaite-t-il qu'on lui présente sur un papier les preuves que l'on s'en sert ?

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - SEP - Le Haillan).

□ THOMSON

Fabius veut son usine à Rouen, Thomson veut y envoyer des salariés de Bagneux

Fabius a besoin, pour les échéances de 1986, de montrer qu'il a fait quelque chose pour l'emploi, et pour la technologie, dans sa circonscription de Rouen. Gomez, le P.-DG de la Thomson, avait décidé de lui offrir une usine l'année dernière, et il en avait posé la première pierre, en pleine période de licenciements dans le Téléphone.

Maintenant l'usine est construite, elle doit ouvrir en septembre. Elle devrait accueillir dans la première tranche prévue 200 à 300 personnes (une 2^e tranche pourrait permettre d'en accueillir plus de 100).

Mais ces 300 personnes ne seront pas embauchées à Rouen, seulement quelques dizaines. La majorité devrait venir de la région parisienne, et en particulier de Bagneux. En effet ce nouveau centre devait, à l'origine, construire des mécanismes d'entraînement d'antennes radars, il s'agissait de récupérer officiellement des travaux de sous-traitance (même de l'étranger), argument qui pourrait plaire à certains, entre autres les syndicalistes, même si cela supprimait des emplois de sous-traitance.

Mais des mécanismes d'entraînements d'antennes aux antennes elles-mêmes, il

n'y a qu'un pas, que la direction de Bagneux a franchi au mois d'août en pleine période de congés. Des bâtiments devaient être construits à Limours pour le service antennes en question. Déjà ça, ça ne plaisait pas à tous, mais enfin ça passait quand même. Eh bien, plus de construction, ainsi en a décidé la direction, la conjoncture aurait changé (entre avant et pendant les vacances ?) tout le secteur irait à Rouen. Selon nos patrons « l'usine est construite, il faut que ça tourne » ; de plus les autorités locales — toutes tendances confondues — sont pour ! Sans doute encore un



L'usine Thomson de Bagneux.

coup de l'intérêt national !

Les techniciens présents ont évidemment demandé une réunion du personnel avec les responsables du service, pour leur demander des explications et leur exprimer leurs réticences, au moins. Les chefs en question ne sont, pour l'instant, pas très chauds pour un tel déménagement. Ils ont donc déclenché une campagne technique pour tenter de démontrer que le site de Rouen ne convient pas pour des essais d'antennes. Mais la direction, les autorités... ont prévu la parade : si le site ne convient pas, la Thomson pourrait récupérer du terrain supplémen-

taire en dehors, sans problème. S'il faut des routes, déplacer des lignes de haute tension, pas de problème, Fabius y pourvoira, comme il l'a déjà fait d'ailleurs, car terrain, viabilisation, route, tout ça n'a pas coûté grand-chose à la Thomson.

La direction de Thomson-Bagneux, qui ne se déclare pas particulièrement de gauche doit rigoler du sale coup que vient de faire le gouvernement de gauche à ses électeurs de Bagneux. Pour ceux qui ne sont pas encore rentrés de congés, la pilule risque d'être amère.

Correspondant L.O.

Mutations à la Thomson-Colombes :

pas de répit pour les travailleurs

A Thomson Colombes, comme dans beaucoup d'autres entreprises, la direction n'a pas perdu de temps à la rentrée pour commencer le déménagement des services.

D'ailleurs depuis 1981, la direction de Thomson n'a pas chômé. Il y a d'abord eu l'annonce des 197 sureffectifs à Colombes : la direction proposait aux salariés de partir en retraite anticipée ou des départs volontaires avec prime de départ. Ce sont finalement 300 personnes qui partiront ainsi. Mais cela n'évita pas ensuite les licenciements en province et sur les chantiers. Ce plan de départ se terminait en juin 1985, mais pas de répit. La fusion de Thomson-Téléphone au sein de la CIT, qui devait avoir lieu à la fin de l'année, est avancée en juillet. Conséquence : un regroupement d'activités pour « des raisons de rationalisation » dont les travailleurs vont faire les frais puisque cela signifie en clair... des mutations. A Colombes, il s'agit de la quasi-disparition des activités de la Téléphonie.

Pour le public, il a déjà été

annoncé 300 départs à la Verrière (grande-banlieue ouest de Paris) de septembre à décembre, également le déménagement du service technique à Vélizy et du service export en Bretagne. Pour ces secteurs-là on ne connaît pas encore les dates, mais cela devrait se faire en 2 ans ! Quant au Privé, pour le moment rien d'officiel n'a été annoncé, mais des rumeurs parlent de Fresnes (sud de Paris) et... Strasbourg.

A la rentrée, mardi 27 août, une vingtaine de personnes ont eu la mauvaise surprise d'être convoquées individuellement pour entendre que finalement elles devaient être à la Verrière dès le lundi 2 septembre. Pour ceux qui n'y seraient pas sans raison, la direction se verrait dans l'obligation d'entamer des procédures visant à rompre le contrat de travail, selon la formule « polie » pour parler de licenciement. La direction s'y prend petit bout par petit bout pour éviter bien sûr des remous. Mais justement, les personnes concernées, et d'ailleurs aussi les autres salariés de Colombes, n'ont pas du tout

apprécié les méthodes de la direction. « On ne nous laisse pas le temps de nous retourner ! La CIT a des centres dans d'autres endroits, on aurait pu nous proposer un centre plus près. »

Les syndicats ont donc appelé à une assemblée générale pour protester contre les conditions de départ, jeudi, à laquelle 250 à 300 personnes sont venues. Ensuite une centaine d'entre elles est montée dans le service en déménagement pour enlever les cartons, les mettre dans la cour et les brûler. Lundi, jour du gros retour des vacances, autre assemblée générale par solidarité avec ceux du service déménagé qui rentraient seulement de vacances pour trouver... des bureaux vides. Cette fois encore 120 personnes sont venues brûler des cartons. Et il a été convenu qu'à la prochaine tentative contre un service, il faudrait aussitôt se réunir pour trouver les moyens d'agir. Car même si l'on part il n'y a pas de raison de rendre les choses faciles à la direction !

Correspondant L.O.

□ ALSTHOM (Le Bourget)

La politique sociale façon P-DG

La direction générale a présenté fin juin sa « politique sociale » au Conseil d'administration.

En ce qui concerne l'emploi, la consigne est : « ne pas garder de sureffectifs durables ». Il faut dire qu'à l'usine du Bourget, en matière de diminution des effectifs, la direction s'y connaît. En 1976, il y avait 2 144 travailleurs, en 1982, il y en avait 1 791, et aujourd'hui nous sommes 1 483.

Quant aux rémunérations, le principe est : « La désindexation, pour contribuer à lutter contre l'inflation qui est un poison pour notre économie ». Là encore, la direction a mis par écrit ce qu'elle pratique depuis quelque temps. Au Bourget, les augmentations générales pour l'année sont fixées à 2,5 %, alors que l'INSEE prévoit une augmentation de l'indice des prix aux environs de 6 %.

Cette année, c'est environ 2 % des augmentations totales qui ont été distribués « à la tête du client ». Et ce n'est pas fini car le projet de la direction c'est : « La personnalisation : totale pour les ingénieurs et cadres, assez large pour les autres catégories de personnel ».

Alors, si ce type d'augmentation reste faible, il prend néanmoins une place de plus en plus importante ; l'objectif de la direction est bien de chercher à nous diviser au maximum.

Le P.-DG conclut ainsi son rapport : « Je crois pouvoir dire que la dimension sociale de la vie d'Alsthom a pris de l'ampleur dans ces dernières années ». « L'ampleur » des bénéfices, oui ! Puisqu'en 1984, Alsthom a réalisé 260 millions de francs de bénéfices déclarés.

Mais visiblement, plus il y a de bénéfices, plus les effectifs diminuent et plus notre pouvoir d'achat baisse.

Correspondant L.O.

Aux Dossiers de l'écran

HIROSHIMA Un massacre de sang-froid

Lundi 2 septembre et mardi 3, les Dossiers de l'écran étaient consacrés à Hiroshima, cette concentration ouvrière du Japon sur laquelle, le 6 août 1945, l'armée américaine fit lancer la première bombe atomique.

Le film projeté était fidèle au livre de Gordon Thomas et Max Morgan-Witts *La mort qui tomba du ciel* (édité chez Belfond). Il montrait des aviateurs fiers d'eux-mêmes et de leurs bombardiers, des savants contents de leurs recherches, des généraux décidés à utiliser la bombe atomique et des présidents — Roosevelt puis, après sa mort, Truman — prêts à employer cette arme nouvelle qui avait coûté deux milliards de dollars en deux ans. La timide proposition de procéder à un essai de dissuasion tomba dans l'oreille de sourds : il fallait tuer le plus possible d'êtres humains, et c'est pour cela que fut choisie Hiroshima et ses habitations en bois. Il fallait terroriser le peuple japonais. Il fallait que les dirigeants américains montrent qu'ils étaient les maîtres d'une arme inconnue, les maîtres du monde. C'est pour ces raisons que la bombe atomique fut lancée, et cela alors que tout le monde savait que le Japon était vaincu.

Le film était suivi d'un débat... Et, quarante ans après le massacre, qu'on ait pu voir à la télévision des soldats américains, servants du bombardier d'Hiroshima, arborer de larges sourires en expliquant benoîtement qu'ils n'avaient fait que leur « devoir », les bras vous en tombent ! Car ils n'avaient aucun complexe, ces soldats, aucun regret. Ils étaient même convaincus d'avoir « sauvé des vies humaines » : car, voyez-vous, c'est ainsi qu'avait été « mis fin à la guerre, et de façon heureuse »... Comme l'a dit l'un d'eux, reprenant l'explication officielle selon laquelle la bombe d'Hiroshima, en

hâtant la fin de la guerre, aurait en fait... sauvé des millions d'hommes ! Et l'inévitable Alain Jérôme, l'animateur du débat, de se montrer compréhensif !

En face des deux aviateurs étaient présents deux Japonais, survivants de ces bombardements, deux des 360 000 personnes qui survivent aujourd'hui, irradiées. L'un d'eux expliqua avec dignité qu'il n'avait pas de haine envers des personnes ayant agi sur ordre, mais qu'il regrettait de ne pas pouvoir s'expliquer avec les véritables responsables de cette tuerie. Comme on le comprend ! Leurs appels aux chefs d'Etat à ce que de telles choses ne se reproduisent jamais, appels qui ont bien entendu fait l'unanimité sur le plateau, n'en semblaient que plus dérisoires. Car les hommes qui firent construire la première bombe atomique, qui en décidèrent l'emploi, qui furent chargés de l'exécution n'étaient ni des fous ni des

imbéciles, en tout cas pas plus fous, pas plus imbéciles que ceux qui occupent l'équivalent de leurs postes aujourd'hui. Les responsables d'hier avaient pris leur décision en connaissance de cause, en toute lucidité, si l'on peut dire. Et aucune raison humanitaire n'empêchera les Roosevelt d'aujourd'hui, les chefs d'état-major en fonction d'employer bombes atomiques, à hydrogène, à neutrons et autres petites merveilles techniques à venir, s'ils estiment nécessaire.

Car quarante ans après le drame, seuls les vaincus ont été jugés comme criminels de guerre. Les vainqueurs, eux, peuvent encore étaler tranquillement, par personne interposée, leur bonne conscience à la télévision. Preuve s'il en était besoin qu'ils sont tout prêts à recommencer. Et qu'il n'y a rien de plus urgent que de leur ôter le pouvoir de le faire !

Guy FICHET



Sélection

Samedi 7 septembre

20 h 05. FR3. **Le Disney Channel** : vieux dessins animés et **Zorro** en feuilleton.
20 h 40. TF1. **Cyrano de Bergerac**, le chef-d'œuvre d'Edmond Rostand, mis en scène par Jérôme Savary au Théâtre Mogador de Paris avec Jacques Weber.

Dimanche 8 septembre

19 h. TF1. Infovision (reportages) : **Voulez-vous changer de look ?** (« la publigénie ») ; **Chinois, enrichissez-vous** (la libéralisation économique actuelle) ; **Le marché du chien** (10 millions de chiens en France).

20 h 35. TF1. **Dans la chaleur de la nuit**, film de Norman Jewison (1967) avec Sydney Poitier et Rod Steiger. Dans une petite ville du sud raciste des USA un policier fédéral noir enquête sur un meurtre, aidé par le shérif local qui a du mal à faire taire ses préjugés.



22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : **Le drame de Shanghaï**, film de G.W. Pabst (1938) avec Louis Jouvet et Raymond Rouleau. Aventures et espionnage en Chine dans les années 1930.

Lundi 9 septembre

16 h. TF1. **La patrouille perdue**, film de John Ford (1934). En 1917, dans le désert d'Arabie, une patrouille anglaise est cernée et décimée par un ennemi invisible.
16 h 15. FR3. **Les misérables**, film en 3 parties réalisé en 1934 avec Harry Baur, Charles Vanel, Charles Dullin, Marguerite Moreno. Une version « historique » du célèbre drame de Victor Hugo.

20 h 35. TF1. **Je sais rien mais je dirai tout**, film de Pierre Richard, avec lui-même et Bernard Blier. Le fils d'un marchand de canons joue au bon samaritain.
20 h 35. FR3. **Fantomas contre Scotland Yard**, film d'André Hunebelle (1967) avec Jean Marais, Louis de Funès et Mylène Demongeot.

Mardi 10 septembre

20 h 35. A2. **Circulez, y'a rien à voir**, film de Patrice Leconte (1983) avec Jane Birkin, Michel Blanc et Jacques Villeret. Les mésaventures d'un inspecteur de police obstiné qui tombe amoureux d'une trafiquante de tableaux volés.

20 h 35. FR3. **Léon Morin, prêtre**, film de Jean-Pierre Melville (1961), avec J.P. Belmondo et Emmanuël Bé Riva. Pendant la dernière guerre, dans une petite ville des Alpes, une jeune femme athée s'éprend d'un prêtre.

Mercredi 11 septembre

20 h 35. A2. **L'herbe rouge**, téléfilm de Pierre Kast d'après le roman de Boris Vian. A l'aide d'une machine à remonter le temps, un homme, mal dans sa peau, explore son passé.



22 h 05. A2. **Les jours de notre vie : la vaccination**. Emission réalisée à l'institut Pasteur pour faire le point sur les vaccins aujourd'hui.

Jeudi 12 septembre

20 h 35. A2. **Un matin rouge**, film de Jean-Jacques Aublanc (1982) avec Claude Rich, Michel Duchaussoy, Maurice Ronet, Jacques Fabbri. 38 ans après la guerre, 6 anciens camarades d'école reviennent dans leur village natal pour décider du sort de l'homme qui avait livré leur instituteur aux nazis.

Vendredi 13 septembre

20 h 35. A2. **Marcheloup**. Dernier épisode du feuilleton tiré d'un roman de Maurice Genevoix. Les transformations d'un village de bûcherons au début du siècle.

21 h 30. FR3. **Les médicales** : Les chemins de la mémoire.

21 h 30. A2. **Apostrophes : Hommes d'influence**. Avec Pierre Lemonnier, Jacques Attali, Michel Déon, Charles Sorlier.

23 h. Ciné-Club : **Vampyr**, film de Carl Th. Dreyer (1931). Dans les années 1930, en France, un jeune homme déjoue les manœuvres maléfiques d'un vampire et sauve les deux filles d'un châtelain.

THEATRE

« Du rififi dans les labours »

Du rififi dans les labours se présente comme une « comédie rurale policière et délirante ». Policière, puisqu'il s'agit de l'enquête d'un inspecteur ; rurale car l'objet de l'enquête est l'assassinat d'un notaire véreux au village ; quant au délire, il n'est pas absent non plus. Par exemple

lorsqu'on découvre qu'un « idiot du village » peut être plus perspicace qu'un inspecteur confirmé... (ah, le problème de la formation professionnelle dans la police !)

Ils sont quatre acteurs pour six personnages, dont le jeu est bien mené. Les blagues fusent pendant les deux heures

de ce spectacle. Ça ne laboure pas toujours dans la dentelle, mais l'on rit pendant toute la pièce.

Ce « rififi » sera joué tous les jours, sauf le dimanche, en septembre et octobre au Théâtre Fontaine, 10, rue Fontaine, à Paris (métro Pigalle). Le prix : 90 à 150 F (tarif groupe : 90 F).

LIVRES

« La piscine »

de Roger Faligot
et Pascal Krop

L'affaire Greenpeace a jeté un trop rapide jet de lumière sur les coulisses des services secrets français. Il invitera peut-être ceux qui souhaitent en savoir plus long à lire ce livre publié un peu avant les vacances.

Il brosse, en effet, le tableau de quarante ans d'histoire des services secrets français, depuis leur réorganisation à la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à l'arrivée de l'actuel responsable de « la piscine », l'amiral Pierre Lacoste. Bien entendu, le livre est d'autant plus complet que l'on remonte dans le temps, puisqu'il n'accorde qu'une douzaine de pages à « la piscine » sous Mitterrand. Les activités du SDECE, puis de la DGSE qui lui a succédé, sont multiples et variées. Cela va des parachutages d'agents de l'autre côté du rideau de fer, aux tentatives de mettre sur pied des oppositions aux adversaires de l'impérialisme français en Indochine ou en Algérie, à diverses opérations de « soutien » aux amis de l'impérialisme français en Afrique notamment.

Le livre revient bien entendu sur quelques-unes des affaires les plus fameuses comme l'affaire Ben Barka, ou le transfert des archives de Bokassa sous Giscard en 1979. A l'occasion, on nous brosse le portrait des différents patrons de « la piscine », et du type d'homme qu'ils ont pu sélectionner pour leurs affaires officielles ou officieuses. Gaullistes ou socialistes, ils ont en commun d'être viscéralement anticommunistes.

On y apprend que, somme toute, il vaut mieux confier une affaire douteuse, un trafic de drogue, par exemple, à des contractuels, comme les « honorables correspondantes », en service ou endormis, car en cas de coup dur on peut toujours les abandonner à leur sort. Mais cela ne devrait pas beaucoup surprendre le lecteur.

Les auteurs confirment que pour l'essentiel les services secrets sont sous le contrôle politique du gou-

vernement et n'agissent que rarement de leur propre gré. Mais la légende des services secrets indépendants du pouvoir politique sert elle aussi à brouiller les pistes. Les auteurs insistent sur le fait que les activités de Foccard, qui contrôla la politique gaulliste en Afrique noire, étaient bel et bien sous le contrôle le plus pointilleux du général De Gaulle. Bien sûr les services peuvent avoir des appréciations divergentes mais, somme toute, tout ce petit monde va dans le même sens. Et d'ailleurs, les différents remaniements à la direction du SDECE ou de la DGSE le confirment à leur manière puisque c'est finalement la façon dont le gouvernement s'assure, à chaque changement d'équipe dirigeante, qu'il a bien les choses en main, en mettant à la tête les hommes dont il est sûr. Et tout ce petit monde est animé par un but profond, défendre l'appareil d'Etat de l'impérialisme français. Comme le fait remarquer un des anciens responsables du SDECE, questionné par les auteurs, la raison d'Etat justifie tout, même l'assassinat.

Cela dit, on reste un peu sur sa faim. Le parti pris des auteurs est « de ne publier d'informations nouvelles qu'après les avoir recoupées et vérifiées ». Mais ne traiter que ce qui est patent et notoire lorsqu'on traite des services secrets réduit l'intérêt du livre. Car à côté du connu et du vérifié, il existe quantité d'affaires troublantes et mal expliquées sur lesquelles on peut au moins faire connaître les suppositions et les questions qu'elles posent. L'un des auteurs, Roger Faligot, l'avait fait dans un livre sur *Les services secrets de sa Majesté*, à propos des services secrets britanniques. Il est dommage que les auteurs se soient sentis tenus à plus de réserve en traitant des services secrets de ce côté-ci de la Manche.

Jacques FONTENOY

La piscine, les services secrets français 1944-1984, de Roger Faligot et Pascal Krop, Collection L'Epreuve des faits. Edition du Seuil. 99 F.

FILMS

« No man's land »

d'Alain Tanner

Le « no man's land » du film, c'est la zone entre deux frontières, la française et la suisse, cette bande de terre où l'on n'est ni dans un pays ni dans l'autre... Un « no man's land » que cinq passeurs amateurs font traverser, à l'occasion, à des valises pleines de billets de banque ou à des travailleurs immigrés clandestinement.

Petit à petit, chacun de ces cinq personnages va livrer son histoire, ses rêves, comme Paul, qui veut partir au Canada pour piloter un avion au-dessus des lacs et des forêts de sapins ; ou Mali, la travailleuse



frontalière, Algérienne, qui voudrait simplement avoir des enfants, ne plus vivre toute seule « comme les chiens et les chats » dans ce village où elle étouffe. Tous voudraient être ailleurs... sauf un, Jean, qui lui aime la campagne, les vaches et l'herbe, et se joint à eux un

peu par amour pour Mali, un peu pour voir...

Cinq personnages marginaux que Tanner, tout au long d'une action qui se déroule lentement, nous rend attachants, dans leur faiblesse et leur envie de vivre.

A.L.

« Carné, l'homme à la caméra »

de Christian-Jaque

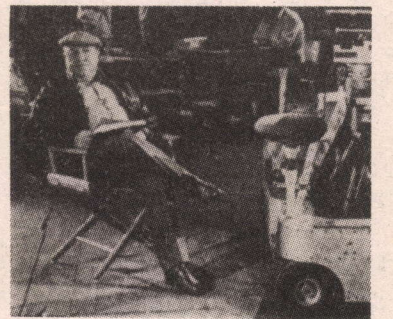
Voici un film qui se veut un hommage du cinéaste Christian-Jaque à Marcel Carné.

C'est l'occasion d'une rétrospective sur cinquante ans de réalisation de Marcel Carné, de 1930 à 1980. Mais le film ne nous apprend par grand chose sur l'homme, ses idées, sa vision de la vie et de l'art

cinématographique.

Cependant, les extraits des films de Carné, que l'on nous montre, donnent envie de voir ou de revoir des œuvres, et c'est finalement le plus grand mérite du film de Christian-Jaque. Alors, pourquoi se priver de ce plaisir ?

Hôtel du Nord et *Les Enfants du paradis* sont justement projetés en ce moment à Paris...



Sélection cinéma dans les salles parisiennes

Films récents...

LA ROSE POURPRE DU CAIRE.

de Woody Allen.

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Gaumont-Les-Halles 1^{er} (vo). Capri 2^e. Paramount Marivaux 2^e. Studio de la Harpe 5^e (vo). Paramount Odéon 6^e (vo). Gaumont Champs-Elysées 8^e (vo). Ecurial 13^e (vo). Gaumont Sud 14^e. Bienvenue 15^e.

LA FORÊT D'EMERAUDE.

de John Boorman.

Une aventure imaginaire au cœur de la forêt amazonienne.

Forum Orient Express 1^{er} (vo). Rex 2^e. Danton 6^e (vo). Marignan 8^e (vo). Français 9^e. Montparnos 14^e (vo). Gaumont Convention 15^e. Clichy Pathé 18^e.

PALE RIDER.

Un western de et avec Clint Eastwood.

VO : Forum Arc en Ciel 1^{er}. Paramount Odéon 6^e. Marignan 8^e. Paramount Mercury 8^e. VF : Maxeville 9^e. Paramount Opéra 9^e. Fauvette 13^e. Paramount Galaxie 13^e. Mistral 14^e. Montparnasse Pathé 14^e. Montparnasse Paramount 14^e. Gaumont Convention 15^e. 14 Juillet 15^e. Paramount Maillot 17^e. Wepler 18^e. Tourelles 20^e.

VISAGES DE FEMMES.

de Désiré Ecaré.

Quelques portraits de femmes africaines en quête d'émancipation.

St-André-des-Arts 6^e (vo).

... et moins récents

AMADEUS.

de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique merveilleuse.

Vendôme 2^e (vo). Lucernaire 6^e (vo). Odéon 6^e (vo). St-Lazare Pasquier 8^e. George V 8^e (vo). Trois Par-nassiens 14^e (vo).



UN FAUTEUIL POUR DEUX.

de John Landis, avec Eddie Murphy.

Un Blanc riche perd sa place de fondé de pouvoir au profit d'un Noir misérable. Des scènes désopilantes et grinçantes.

George V 8^e (vo). Espace Gaité 14^e.

QU'EST-IL ARRIVÉ A BABY JANE ?

de Robert Aldrich.

L'histoire des rapports de haine et de passion entre deux sœurs. Un film émouvant.

Ciné-Beaubourg 3^e. Olympic Luxembourg 6^e. Elysées Lincoln 8^e (vo). Olympic Entre-pôt 14^e (vo).

LA DÉCHIRURE.

de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine aux Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur.

Opéra Night 2^e. Cinoches 6^e (vo).

LA ROUTE DES INDES.

de David Lean.

Dans l'Inde colonisée par l'impérialisme britannique, une peinture des relations entre les colons et les intellectuels indiens.

Berlitz 2^e. Cluny-Palace 5^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo).

GREYSTOKE.

de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise.

Opéra Night 2^e. Sept Par-nassiens 14^e (vo).

« Les oncles de Sicile »

de Leonardo Sciascia

Dans chacune des ces quatre nouvelles de l'écrivain sicilien Leonardo Sciascia parues en 1961 en Italie, un personnage naïf, ignorant mais plein de bon sens — souvent un enfant — se forge une conception du monde en tirant les leçons d'un événement-clé de l'histoire qu'il traverse : dans *Quarante-huit* (1848), on voit un hobereau sicilien et un évêque s'inscrire au « comité civique » mis en place par Garibaldi. Dans *La mort de Staline*, un cordonnier communiste qui a déjà été décontenancé par le pacte germano-soviétique s'aperçoit au moment des révélations du XX^e congrès que le dirigeant de l'URSS n'était pas tout à fait ce qu'il croyait. Mais il se refuse à accepter les raisons d'un prêtre avec qui il discute et à qui il finit par dire, pour ne pas renoncer à son idéal : « Staline

est quand même notre prochain ». Chez Sciascia, les sentiments politiques de gens d'humble origine sont toujours évoqués avec leurs nuances, leurs contradictions nées du besoin de garder à travers toutes les désillusions une raison de vivre.

Une des nouvelles les plus riches est *L'antimoine*, consacrée à la guerre d'Espagne. Un mineur sicilien qui a failli être tué dans un coup de grisou s'engage dans l'armée de Mussolini qui est partie soutenir Franco. Il se retrouve au combat avec des hommes qui y sont pour des raisons du même ordre que les siennes, généralement des chômeurs qui viennent faire la guerre comme n'importe quel travail pour tirer leur famille de la misère. Mais le héros de cette nouvelle n'est pas de ceux qui se réjouissent d'assister à

l'exécution d'ouvriers et de paysans. Il comprend peu à peu qu'il est engagé dans le camp des riches et des possédants et que les soldats italiens ne sont payés en retour que par le mépris des phalangistes espagnols. Lui-même est bouleversé quand il entend des déserteurs italiens les inviter à les rejoindre au moyen des haut-parleurs installés dans les lignes républicaines. Il se sent plus proche de ceux qui chantent *Bandiera rossa*, l'hymne de son père mort dans la mine, que de ceux qui chantent l'hymne franquiste *Cara al sol*.

Pour le reste, par la bouche de son personnage, Sciascia reprend à son compte la version stalinienne de la guerre d'Espagne (« Il y a eu trop d'anarchistes et pas assez de communistes », conclut son personnage italien !). Mais ce qui se passe dans



la tête de ces soldats italiens engagés dans les rangs franquistes est par contre vraisemblable.

Et si les conclusions politiques que tire Sciascia sont plus contestables, toutes ces nouvelles, écrites, nous dit-il, à partir de témoignages qu'il a lui-même

recueillis, sont suffisamment riches pour que chacun puisse se faire son opinion.

André LEMOINE

Les oncles de Sicile, de Leonardo Sciascia. Collection Folio n° 1639.

« La Sicilienne »

de Giuseppe Fava

Giuseppe Fava, rédacteur en chef du mensuel *I siciliani* (les Siciliens), spécialisé dans la dénonciation de la mafia, fut abattu le 5 janvier 1984. Il enquêtait alors sur les agissements de la mafia à Comiso, au moment où le gouvernement italien s'apprêtait à y installer des missiles nucléaires américains Pershing.

Son roman a pour cadre le village de Montenero, un village de Sicile comme les autres, avec sa cathédrale, sa rue principale, sa grande place où se trouve le siège des différents cercles. En particulier « le cercle de la bourgeoisie » en face duquel les notabilités locales — le maire Liola, le

chanoine Leone, le juge Occhipinti, le docteur Sanguedolce, le capitaine des carabinieri et quelques propriétaires terriens — ont l'habitude de se retrouver pour flâner et discuter de leurs affaires.

Mais derrière la grande place — vitrine qui reflète la prospérité des notables et leur toute-puissance — se trouvent les quartiers périphériques comme celui de Fiumara où règnent la misère et l'ignorance, la maladie et l'analphabétisme. Il n'est pas rare qu'une famille entière vive « dans une horrible pièce avec un trou au milieu (...). Sans eau pour boire ou se laver, des enfants entassés sur un même lit, la puanteur, les immondi-

ces », etc. La méningite et le typhus menacent continuellement de paralysie ou de mort les enfants comme ceux de Paolo Buscemi — pauvre parmi les pauvres, contraint de sous-louer le travail des balayeurs la nuit, pour survivre — dont les cinq enfants sont morts tués par le typhus, la tuberculose et l'engrais chimique « qu'ils chargeaient avec leurs mains pour l'aider ».

Telle est la toile de fond du livre. L'héroïne autour de laquelle se noue l'intrigue est une jeune institutrice, nommée comme auxiliaire à l'école élémentaire de Montenero.

Originaire du nord de la

péninsule, elle n'est pas exempte d'appréhensions, de préjugés, voire de mépris à l'encontre de ces paysans frustes du sud.

Dès son arrivée, Villara, un gros-bras du village qui lui a manqué de respect, est retrouvé assassiné, assis sur une chaise au milieu de la place, une fleur entre les dents : symbole de la femme outragée. Quelques jours plus tard, deux hommes à moto qui ont tenté d'assassiner l'institutrice sont eux aussi abattus. D'autres meurtres suivront... A tel point que certains commencent à croire à la toute-puissance de l'institutrice. Mais qui commande les assas-

sinats ? Qui tire les ficelles de cette farce grotesque et sanglante où l'institutrice ne semble être qu'un jouet destiné à masquer une vaste opération de spéculation immobilière ?

Sans parler une seule fois de la mafia, l'auteur réussit à nous faire sentir sa présence en mettant en évidence la toute-puissance de la bourgeoisie, des notables locaux et des propriétaires terriens sur la population de l'île. Même si certains des personnages manquent un peu de profondeur, le livre ne manque pas d'intérêt.

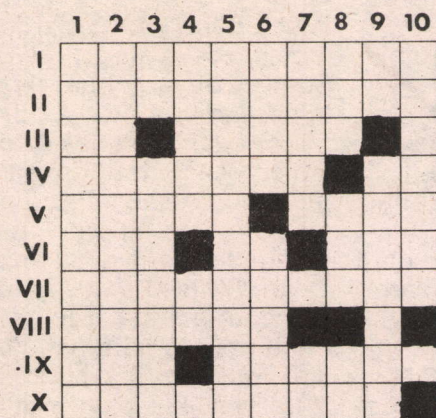
R.S.

Giuseppe Fava, la Sicilienne. Editions Encre. 239 p. 78 F.

MOTS CROISÉS

erratum

Dans notre numéro précédent, les cases noires avaient disparu de la grille proposée, et la solution de la grille du numéro 899 était publiée... sans solution. Nous republions donc cette semaine la même grille, avec toutes ses cases, ainsi que la solution — complète cette fois — de la grille du numéro 899, en demandant à nos lecteurs amateurs de mots croisés de bien vouloir excuser ces erreurs.



HORizontalement. — I. Permet de faire un nid. II. Font rougir. III. Attention. Magistrat. IV. Entre Suède et Norvège. Symbole chimique. V. En Pays de Loire. Fait rougir. VI. Fit rougir. Arme phonétique. Acide. VII. Déguste. VIII. Risquerais d'abuser. IX. Orientation. Ben ça alors ! X. Momie de légende.

VERTICALEMENT. — 1. Dégustent. Fisse rougir. 3. Orientation. Ouvertes. 4. Tatés dans un complet désordre. Commence le travail. 5. Friserais. 6. A laine et à lait. Suspend ou fait la pause. 7. Association. Métal. 8. On peut être et ne pas avoir. Jaune rouge. Luit au milieu. 9. Arrivé. Moulais. 10. Dans la fève, mais pas dans la galette.

Solution du numéro précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	D	O	M	E	S	T	I	Q	U	E
II	R	E	A	L	I	S	A		R	G
III	A	I	L		R	E	N	I	S	E
IV	C	L	E	S			B	A	S	E
V	O		F	E	L	É	E			N
VI	N	O	I	R		P		S	O	N
VII	I	N	Q	U	I	E	T	U	D	E
VIII	E	C	U	M	E	R	A			E
IX	N	E	E		N	O	C	E	U	R
X	S	S		G	A	N	T		R	A

Le grand patronat inquiet pour ses profits

Le gouvernement sud-africain vient de décider de suspendre pour quatre mois le remboursement de sa dette extérieure. Cette mesure est liée au ralentissement des affaires et à la chute de la monnaie, qui sont en partie liés à la crise économique mondiale, mais avant tout à la situation politique du pays.

Depuis quelque temps, les banques étrangères se montrent de plus en plus réticentes à investir de l'argent en Afrique du Sud. Oh, il ne s'agit certes pas là de représailles, de ces fameuses « sanctions économiques » que les chefs des Etats occidentaux évoquent parfois pour se donner bonne presse face au régime de l'Apartheid. Les banquiers n'ont jamais fait de sentiment. Mais plus simplement, depuis un an, avec la poursuite et l'intensification de la révolte des Noirs, l'Afrique du Sud est devenue un pays à risques pour les capitalistes étrangers. Déjà auparavant, dans une mesure de prudence, les capitaux investis ne l'étaient pour la plupart qu'à court terme ; mainte-

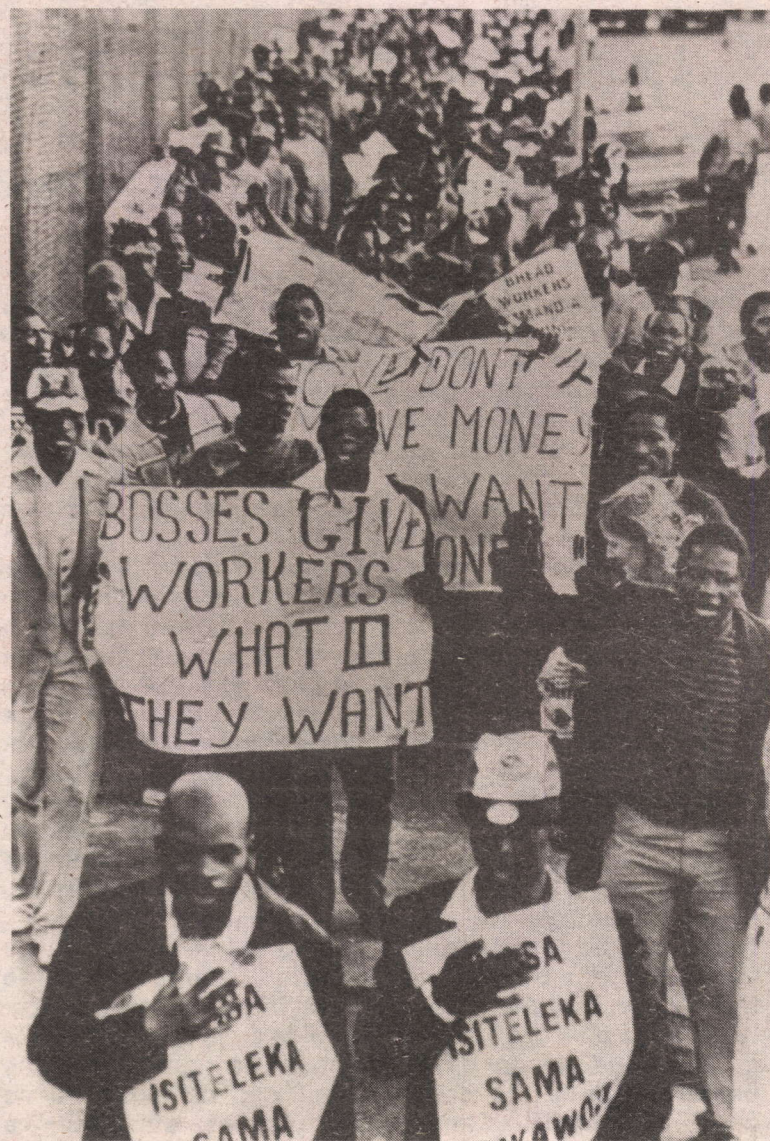
nant, même ce court terme n'offre plus suffisamment de garanties. Du coup, un certain nombre de capitaux quittent le pays à la recherche de points d'investissement plus sûrs. 1,4 milliard de dollars auraient ainsi pris la fuite depuis le premier trimestre de 1985, entraînant la chute de la monnaie et les difficultés financières de la bourgeoisie sud-africaine. La Chase Manhattan Bank, l'une des plus grosses banques américaines, suivie par d'autres groupes financiers des Etats-Unis, a annoncé l'arrêt de tout nouveau prêt à des investisseurs privés sud-africains.

Sans doute, les Etats-Unis ne sont pas les principaux investisseurs en Afrique du Sud ; ils arrivent loin derrière la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest ou le Japon. Mais il y a là pour le patronat sud-africain largement de quoi craindre que la panique ne gagne les milieux financiers et que le retrait des capitaux occidentaux ne devienne massif.

Comment faire pour rétablir la confiance ? Des orga-

nisations patronales représentant les principaux groupes capitalistes viennent d'adresser au président Botha un appel demandant la levée de l'état d'urgence et la mise en place d'une « solution politique ». Ils estiment que la « situation financière découle profondément de la légitime aspiration des Noirs à être reconnus et présents dans les structures de décision, et jusqu'au plus haut niveau », demandent « une accélération (!) du programme de réformes » et que le régime traite « impartialement avec les chefs de la communauté noire, même si certains d'entre eux sont actuellement en détention ». Parallèlement, ils ont aussi pris contact avec les dirigeants de l'ANC.

Cette attitude du grand patronat sud-africain n'est pas entièrement un fait nouveau. Le magnat des mines Oppenheimer s'est même depuis longtemps distingué comme le porte-parole d'une opposition libérale réclamant l'assouplissement du système d'Apartheid, au nom des intérêts bien compris du capitalisme sud-africain à parer aux dangers d'explosion sociale et politique. Aujourd'hui, alors que cette explosion devient réalité et que le retrait des capitaux étrangers les frappe au portefeuille, les patrons sud-africains sont sans doute de plus en plus nombreux à



Une manifestation d'ouvriers boulangers en grève à Durban à la fin du mois de juillet dernier.

penser que l'Apartheid présente désormais plus d'inconvénients que d'avantages, et à se découvrir des répugnances à l'égard de ce système dont ils ont tant profité.

Et voilà pourquoi, imitant en cela les banquiers occidentaux et Reagan lui-même qui, il y a près d'un an avait reçu Desmond Tutu à la Maison-Blanche, on les voit prendre contact avec les chefs de l'opposition

noire pour tenter de ménager l'avenir. Car la crainte de tous ces gens-là, désormais, c'est que la mobilisation de plus en plus grande du prolétariat noir, la résistance obstinée du régime d'Apartheid rendent impossible, pour des années, la continuation de l'exploitation et des bonnes affaires des capitalistes en Afrique du Sud.

Marianne LAMIRAL

Délégation de la CEE en Afrique du Sud

Le cinéma anti-Apartheid

Trois ministres européens des Affaires étrangères, ceux du Luxembourg, de l'Italie et des Pays-Bas, ont fait une visite de trois jours en Afrique du Sud, du 30 août au 1^{er} septembre.

Au nom de la Communauté économique européenne, la délégation avait demandé que l'Apartheid soit « rapidement aboli » et annoncé son intention de s'entretenir d'une part avec le gouvernement sud-africain, d'autre part avec des représentants blancs et noirs de l'opposition, et même réclamé le droit de rencontrer Nelson Mandela et d'autres détenus noirs.

Le règne de l'Apartheid ou l'emprisonnement de Nelson Mandela depuis vingt-trois ans n'avaient jusqu'à présent jamais empêché ces gens-là de dormir. C'est seulement la montée du mouvement de colère des Noirs qui les a déterminés depuis quelque temps à faire connaître leurs scrupules « moraux », jusqu'alors bien cachés. Et dès que le gouvernement sud-africain a donné un peu de la voix en déclarant qu'il n'était pas question d'autoriser des rencontres avec des leaders noirs emprisonnés, la délégation européenne en a

rabattu. Elle a renoncé à les rencontrer et affirmé qu'il n'était pas dans ses intentions de « dicter sa politique » au gouvernement sud-africain. Le recul était tel que la principale organisation d'opposition à l'Apartheid, le Front démocratique uni (UDF) a parlé de « capitulation » et refusé de rencontrer les ministres européens, et que Desmond Tutu lui-même ne l'a fait qu'après avoir fait part publiquement de ses réticences.

Pour finir, la délégation a déclaré à la presse avant de quitter l'Afrique du Sud, que, si elle demandait toujours la libération de Nelson Mandela, celle des autres leaders emprisonnés ainsi que l'abolition de l'Apartheid, elle ne comptait pas proposer de sanctions économiques dans l'immédiat à la Communauté économique européenne.

Apparemment, le but de la délégation n'était que d'aller « relever les compteurs » du capital européen et de juger s'il était temps de retirer les fonds ou si l'on pouvait encore attendre. Ces messieurs sont rassurés. Mais pour combien de temps ?

Pierre LEMAIRE

Fin de la grève des mineurs

Un répit pour le patronat ?

Le syndicat des mineurs noirs d'Afrique du Sud, le NUM, a appelé, le 3 septembre, les mineurs à suspendre la grève que le syndicat avait déclenchée quelques jours plus tôt. Selon le NUM, cette grève avait été suivie par 28 000 des 60 000 mineurs noirs.

Mais il faut dire que les patrons des mines et la police sud-africaine ont tout fait pour briser cette grève qui venait s'ajouter aux manifestations qui se succèdent depuis des mois dans les villes d'Afrique du Sud.

La société minière Goldfields avait déjà commencé à licencier 6 000 mineurs du bassin de Deelkraal, car les patrons sud-africains ont le droit de licencier leurs ouvriers comme bon leur semble, et ils ne se privent

pas de cette arme pour briser les grèves, appuyés par la police qui se charge d'expulser *manu militari* les grévistes dans leurs lointains « homelands »... La police a tiré des balles de caoutchouc, faisant 13 blessés graves, et a arrêté 83 grévistes. A Deelkraal, un mineur noir serait mort, renversé par un véhicule de police.

Dans la mine de Blinkpan, la direction de la société Glencor a fait bloquer les grévistes dans le périmètre de la mine, les empêchant ainsi d'aller s'approvisionner et bloquant de son côté toute distribution de nourriture pendant plusieurs jours...

Tous les moyens sont bons pour briser les mineurs. C'est que, dans les mines, on touche au

cœur même du système d'Apartheid et des avantages qu'il comporte pour le capitalisme sud-africain. Le salaire mensuel d'un mineur blanc est six fois supérieur à celui d'un mineur noir : 5 176 F contre 840 F ! C'est cette surexploitation qui a fait la richesse de la bourgeoisie sud-africaine, celle qui s'accroche à l'Apartheid comme celle qui affiche des idées plus « libérales », c'est-à-dire qui voudrait bien que quelques droits soient accordés aux Noirs pour que cesse la révolte et que l'exploitation puisse continuer tranquillement.

La fin de la grève des mineurs est sans doute un répit pour le patronat. Mais l'époque de l'exploitation « tranquille », elle, semble définitivement révolue.